

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

FACULTE DE DROIT- D'ECONOMIE- DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

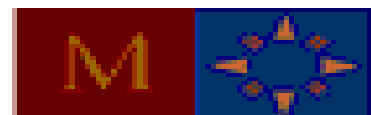
DEPARTEMENT GESTION

MEMOIRE DE MAITRISE EN GESTION

OPTION : AUDIT ET CONTROLE

AUDIT FINANCIER : APPROCHE PAR LES RISQUES

CAS DE LA SOCIETE GAMMA



Présenté par : RAZANAJATOVO Harimanga Jeannette

MAZARS

FIVOARANA

Sous l'encadrement de :

RAVONJIARISON Cousin Germain

Docteur en Gestion

ANDRIANARIVELO Faly

Senior Manager au sein du Cabinet Mazars

Fivoarana

Date de Soutenance: 29 Mars 2010

REMERCIEMENTS

Rendons grâce à Dieu qui nous a fait don de cette vie afin que nous puissions accomplir nos tâches.

Nous exprimons nos profondes reconnaissances :

- Aux membres du jury, de bien vouloir accorder tout son attention à l'analyse du devoir.
- A monsieur, RABENORO Raymond, membre fondateur et Directeur du Cabinet Mazars Fivoarana et a monsieur Bruno Dauphiné, associé gérant de nous avoir accueilli dans sa société afin que nous puissions accomplir notre stage de préparation de mémoire.
- A monsieur ANDRIANARIVELO Faly, encadreur professionnel, pour son aide et ses conseils.
- A monsieur RAVONJIARISON Cousin Germain, encadreur enseignant, pour son aide et sa bienveillance ; ainsi que d'avoir consacré une partie de son temps au suivi de notre travail de mémoire.

Nos sincères remerciements à mes très chers parents RAZANAJATOVO, pour leurs aides financières, ma sœur Hasivelo, et mon frère Toviana de nous avoir soutenue moralement.

Un grand merci aux autres membres de notre famille pour leur encouragement et leur affection.

Finalement, un remerciement particulier à Andria Frédèrick, de nous avoir encouragé, soutenu et donné toute ses attentions.

LISTE DES ABREVIATIONS

Ar	: Ariary
Art	: Article
CAC	: Commissariat Aux Comptes
CNAPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
DG	: Directeur Général
DGA	: Directeur Général Adjoint
FIFO	: First In First Out
IFRS	: International Financial Reporting Standards
ISA	: International Standards on Auditing
ISRE	: International Standards on Review Engagement
J/H	: Jours Homme
JIRAMA	: Jiro sy Rano Malagasy
OEFCM	: Ordre des Experts Comptables et Financiers de Madagascar
PCG	: Plan Comptable Général
PV	: Procès Verbal
S.A	: Société Anonyme
S.A.R.L	: Société à Responsabilité Limitée

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N°		Page
1	: LES CINQ TYPES DE RISQUES EN AUDIT	26
2	: QUESTIONNAIRE DETAILLE D’EVALUATION DES RISQUES INHERENTS	37
3	: EVALUATION DU RISQUE INHERENT POUR LA SOCIETE GAMMA	41
4	: RESUMER DES PRINCIPAUX RISQUES LIES AU CONTROLE DE LA SOCIETE GAMMA	42
5	: EVALUATION DU RISQUE LIE AU CONTROLE POUR LA SOCIETE GAMMA	43
6	: EVALUATION DU RISQUE D’ANOMALIE SIGNIFICATIVE	44
7	: APPRECIATION DES RISQUES PAR CYCLE AU NIVEAU DES ASSERTIONS	44
8	: ANALYSE DES DONNEES CONTENUES DANS LES ETATS FINANCIERS DE GAMMA AU 31/12/2008	46
9	: EVALUATION DE L’INCIDENCE DE MATERIALITE POUR LA SOCIETE GAMMA	48
10	: SYNTHESE DU NIVEAU DES RISQUES PAR CYCLE	48
12	: PLANIFICATION DE LA MISSION POUR GAMMA S.A.	51
13	: TABLEAU DE MOUVEMENT DES IMMOBILISATIONS AU COURS DE 2008	55
14	: VARIATION DU CHIFFRE D’AFFAIRE DE GAMMA S.A.	57
15	: VARIATION DU POSTE CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS DE GAMMA S.A.	58
16	: VARIATION DES STOCKS DE MARCHANDISES DE GAMMA S.A. AU 31/12/08	60
17	: VARIATION DES DISPONIBILITES DE GAMMA S.A.	62
18	: EVOLUTION DU CHARGE DE TRAVAIL ENTRE 2007 ET 2008	67

19	: EXEMPLE DE TABLEAU DE REGISTRE DES IMMOBILISATIONS	75
20	: EXEMPLE DE FICHE DE STOCK REMPLI SUIVANT LA METHODE CUMP	77

LISTE DES FIGURES

FIGURE N°		Page
1	: STRUCTURE DU CABINET MAZARS FIVOARANA	7
2	: ORGANIGRAMME DE LA SOCIETE GAMMA	11
3	: EVALUATION DU CONTROLE INTERNE	20
4	: EXAMEN DES COMPTES	22
5	: ETAPES DE L'APPROCHE D'AUDIT PAR LES RISQUES	27
6	: RESUME DE LA DEMARCHE D'AUDIT PAR LES RISQUES	34

INTRODUCTION

Le monde de l'audit et du contrôle est très marqué par l'« affaire Enron ». Cette intrigue est à l'origine de la disparition au niveau mondial du réseau Andersen. Toujours à la recherche d'une approche d'audit plus efficace, les professionnels en la matière sont actuellement incités à appliquer une démarche d'audit plus performante.

L'objet du présent ouvrage est d'analyser l'audit financier selon « l'approche par les risques », cas de la société Gamma. Quel impact pourrait avoir la mise en œuvre de l'audit Financier suivant l'approche par les risques sur les Cabinet d'audit ?

Voilà la problématique qui trouvera sa réponse tout au long de cet ouvrage qui, rappelons-le, est le fruit d'un stage assorti d'une recherche effectuée auprès du Cabinet Mazars Fivoarana. Des aspects théoriques et des mises en œuvre pratiques constitueront l'essence de ce travail de mémoire de fin d'études.

Aussi, le présent travail nous permettra-t-il de concilier les études théoriques en audit - selon les connaissances acquises durant les études universitaires au sein du département gestion - avec la pratique dans le milieu professionnel.

Jadis, l'auditeur écoutait les explications fournies par les employés pour les rapporter, ensuite, à son maître. Une mission « sainte » qui, bien entendu, a évolué avec le temps. Ainsi, après le démarrage de la révolution industrielle qui, en filigrane, a encouragé la prolifération des entreprises, les audits étaient accomplis essentiellement à la demande des propriétaires d'entreprise qui voulaient avoir l'assurance que leur comptabilité était correctement tenue et que, par conséquent, leur créances sont correctement comptabilisées. La grande Bretagne et les Etats-Unis, avec leur avancement industriel et financier, ont été les pionniers du développement de l'audit en tant que système et profession. Ce qui a fait de l'audit d'une mission à une... profession à part entière. Après la seconde guerre mondiale, ce type de profession consacre une attention de plus en plus particulière à l'organisation du contrôle interne des entreprises.

A la fin des années cinquante, cette orientation est renforcée par l'apparition des premiers ordinateurs où l'application des techniques quantitatives aux problèmes d'audit est rendue possible.

A la fin des années soixante, l'audit en tant que profession est devenu réglementé par le statut professionnel. L'uniformisation des principes comptables généralement admis et des techniques d'audit s'ajoute à cette évolution de l'audit. Par la suite, cet effort se poursuit sur la qualité de l'information financière destinée au public et d'une exigence de plus en plus forte au niveau des standards de qualité des travaux effectués par l'auditeur.

Actuellement, l'internationalisation des techniques d'audit a engendré une normalisation internationale, particulièrement, l'ISA (International standards on Auditing). On assiste également à l'approfondissement des domaines d'application de l'audit, entre autres, l'audit technique, l'audit financier, l'audit organisationnel, l'audit social, l'audit juridique, etc. La compétitivité au sein de la profession a conduit les cabinets d'audit à adopter le processus d'audit par les risques. Le temps et le budget sont surtout les facteurs qui ont amené à ce choix.

Notre ouvrage se divise en trois parties dont la première partie qui s'intitulera «considération générale» étalera une présentation détaillée du lieu de stage et de la société faisant l'objet de l'étude de cas. La même partie d'aborder les notions théoriques relatives au thème. La deuxième partie qui est la mise en œuvre de l'approche par les risques sur la société Gamma. Enfin, la troisième et dernière partie illustrera la proposition de solution et suggestion d'une part pour la société Gamma et d'autre part pour le Cabinet Mazars Fivoarana

PREMIERE PARTIE : CONSIDERATION GENERALE

La première partie de cet ouvrage intitulé « Considération général » nous démontre dans son premier chapitre le contexte de travail. C'est-à-dire la présentation des deux sociétés objet de notre étude. Vient ensuite une présentation sur la généralité de l'audit financier. Et cette partie s'achèvera par la présentation de l'approche classique en audit financier dans son troisième chapitre.

Chapitre I : CONTEXTE DE TRAVAIL

Dans ce chapitre, nous allons voir en premier lieu la présentation du cabinet Mazars Fivoarana ainsi que celle de la société Gamma objet de notre étude. Le même chapitre entamera par la suite un aperçu sur la généralité de l'audit financier, avant de se terminer par la notion d'approche classique en audit financier.

1. Présentation du cabinet Mazars Fivoarana et de la société Gamma

Nous nous plaçons en tant qu'auditeur au sein dudit cabinet Mazars Fivoarana et notre mission est relative à la révision légale des comptes arrêtés au 31 décembre 2008 au sein de la société Gamma. D'où la nécessité de présenter tout d'abord les deux sociétés objet de notre étude.

1.1. Présentation du cabinet Mazars Fivoarana

1.1.1. Constitution et historique

Mazars est une organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans l'audit, la comptabilité et les services aux entreprises. Elle est aujourd'hui présente dans 50 pays sur 5 continents pour un effectif total de plus de 10 500 collaborateurs. Si l'on considère les accords de correspondance, les joint-ventures et l'Alliance internationale Praxity, la couverture géographique du Groupe s'étend à 65 pays et le nombre de professionnels sur lesquels l'organisation peut compter est supérieur à 23 000.

Mazars Fivoarana est une société de droit malgache qui a été créée en 1975. En 1982, le cabinet a été inscrit au tableau de l'Ordre des Experts Comptable et Financier de Madagascar (OECFM). Il est membre du Groupe Mazars International depuis Juillet 2001.

Le cabinet dispose d'une soixantaine de collaborateurs permanents, issus des grandes écoles et universités européennes et malgaches. Il s'adjoint les compétences

d'une vingtaine d'experts pointus, consultants non permanents, spécialisés dans des domaines spécifiques. Mazars assure une formation permanente de son personnel et le cabinet est soumis aux contrôles qualités périodiques du Groupe.

Le cabinet Mazars Fivoarana offre à ses clients plusieurs services qui peuvent se résumer comme suit :

a) Études pluridisciplinaires

- Études macro-économiques (production nationale, ressources et emplois du PIB, croissance, inflation, finances publiques ; balance des paiements ; monnaie et crédit, taux de change) ;
- Etudes méso-économiques (filières, secteurs) ;
- Etudes micro-économiques, Etudes spécifiques (gouvernance, environnement, développement durable).

b) Audit

- Commissariat aux comptes, audit contractuel, audit spécialisé (opérationnel, de gestion, fiscal, juridique, social, système d'information, organisationnel).

c) Expertise

- Expertise comptable, tenue de comptabilité, préparation et mise en forme des états financiers, externalisation de la fonction administrative et comptable.

d) Système d'information

- Assistance à maîtrise d'ouvrage, développement et intégration de système, formation (gestion de projet, langage de programmation, base de données) restructuration de l'entreprise, élaboration de business plan, commissariat aux apports.

e) Transaction support

- Diagnostic de l'entreprise, évaluation de l'entreprise, restructuration de l'entreprise, élaboration de business plan, commissariat aux apports.

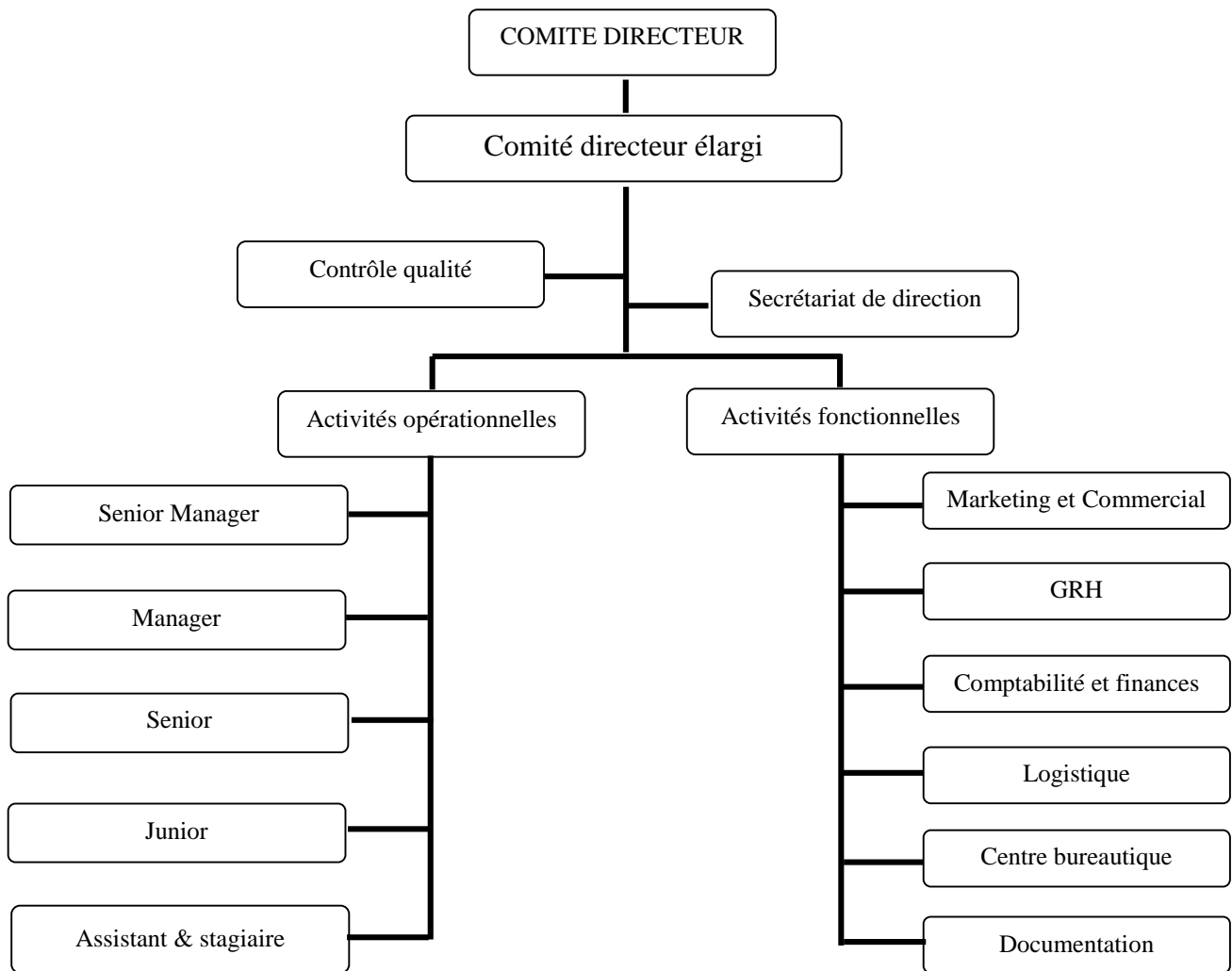
f) Juridique et Fiscal

- Création, redressement et liquidation de sociétés, reprise d'entreprise en difficulté.

1.1.2. Organisation du cabinet Mazars Fivoarana

L'organigramme du cabinet Mazars Fivoarana se présente comme suit :

FIGURE N°1: STRUCTURE DU CABINET MAZARS FIVOARANA



(Source : Référence cabinet Mazars Fivoarana, septembre 2009)

Le rôle des Partners et des Senior Managers au sein du Cabinet est décrit comme suit :

- le Comité directeur, composé des 7 Partners, définit la stratégie du Cabinet ainsi que sa politique, avant de valider en dernier ressort tous les rapports ;
- le collège des Senior Managers, constitué de 8 personnes, est responsable de l'affectation de l'équipe et de la mise à disposition de supports d'assistance technique adaptés.

En général, la mission du Cabinet est réalisée par une équipe composée :

- d'un Partner, signataire du rapport, qui veille au bon déroulement général de la mission et, à ce titre, assure la coordination de l'ensemble des travaux, les relations avec les premiers responsables de la Société ou du Projet ainsi que la vérification permanente de cohérence dans les travaux respectifs des diverses compétences engagées sur cette mission ;
- d'un Partner Contrôle Qualité, qui se charge de vérifier la bonne application des normes, l'adéquation entre les travaux fournis et les attentes du client, le respect des règles déontologiques ;
- d'un Senior Manager, Chef de mission, qui réalise les travaux et répond - dans les meilleures conditions et le plus rapidement possible - aux différentes attentes du client dans le cadre de l'intervention ;
- d'un Manager, chargé d'opération, qui assure la coordination et la supervision des travaux ainsi que l'équipe pour la réalisation de la mission sur terrain ;
- d'un Senior, chargé d'opération, qui veille au bon déroulement des travaux sur terrain ;
- de Juniors et d'Assistants opérationnels sur terrain.

Le Cabinet Mazars Fivoarana, qui a entretenu des relations de partenariat avec le Cabinet Mazars et Guérard depuis 1991, est devenu Bureau intégré de Mazars International depuis Juillet 2001, après avoir été Bureau correspondant.

Il bénéficie à ce titre des formations permanentes aux nouvelles techniques Mazars, de comptabilité, de conseil et de gestion, de management et de communication.

En revanche, il est soumis à des contrôles de qualité périodiques, comme l'ensemble des bureaux du Groupe Mazars dans le monde.

1.2. Présentation de la société Gamma

La société Gamma est une société de droit Malgache qui a été créée en 1998. C'est une société spécialisée dans la menuiserie aluminium et dans l'Immobilier.

Son capital social est de Ar 20 000 000, et son siège social se trouve au lot 22 J 100 Tsihitamaso Antananarivo.

1.1.1. Activité de la société Gamma

Comme nous l'avons vu ci-dessus, Gamma est une société industrielle et commerciale spécialisée dans la menuiserie aluminium et l'Immobilier. Pour mieux analyser ses activités ultérieurement, voyons d'abord les différents produits et services fournis par cette société.

a) Dans l'Immobilier

La société dispose d'une zone immobilière située en plein centre ville à Tsihitamaso Antananarivo. Elle comprend, un immeuble à 10 étages et 5 bâtiments situés dans la périphérie de l'immeuble. Gamma les fait louer à des grandes boîtes internationales et à des entreprises locales. Les loyers sont payables mensuellement ou trimestriellement, en Ariary ou en devise (Euro ou Dollars), selon la convenance des clients.

Dans l'immobilier, les différents services réalisés par la société et qui font l'objet d'une facturation sinon d'une refacturation pour chaque client peuvent se résumer comme suit :

- nettoyage des locaux de bureaux ;
- gardiennage ;
- ramassage d'ordures ;
- eau et électricité.

Les prestations de nettoyage se facturent par mètre carré de la surface occupée. L'immeuble dispose d'un compteur divisionnaire et c'est à partir de celui-ci que l'eau et l'électricité seront facturées.

A part les loyers des locaux, Gamma fait aussi louer mensuellement à ses clients les enseignes lumineuses qui se trouvent à l'entrée de la zone immobilière.

b) Dans les travaux Aluminium

Gamma est l'une des plus grandes sociétés d'ouvrage aluminium à Madagascar. Elle offre plusieurs produits à ses clients tels que la fabrication de portes et fenêtres en aluminium, châssis coulissants, volets roulants, balustrade....

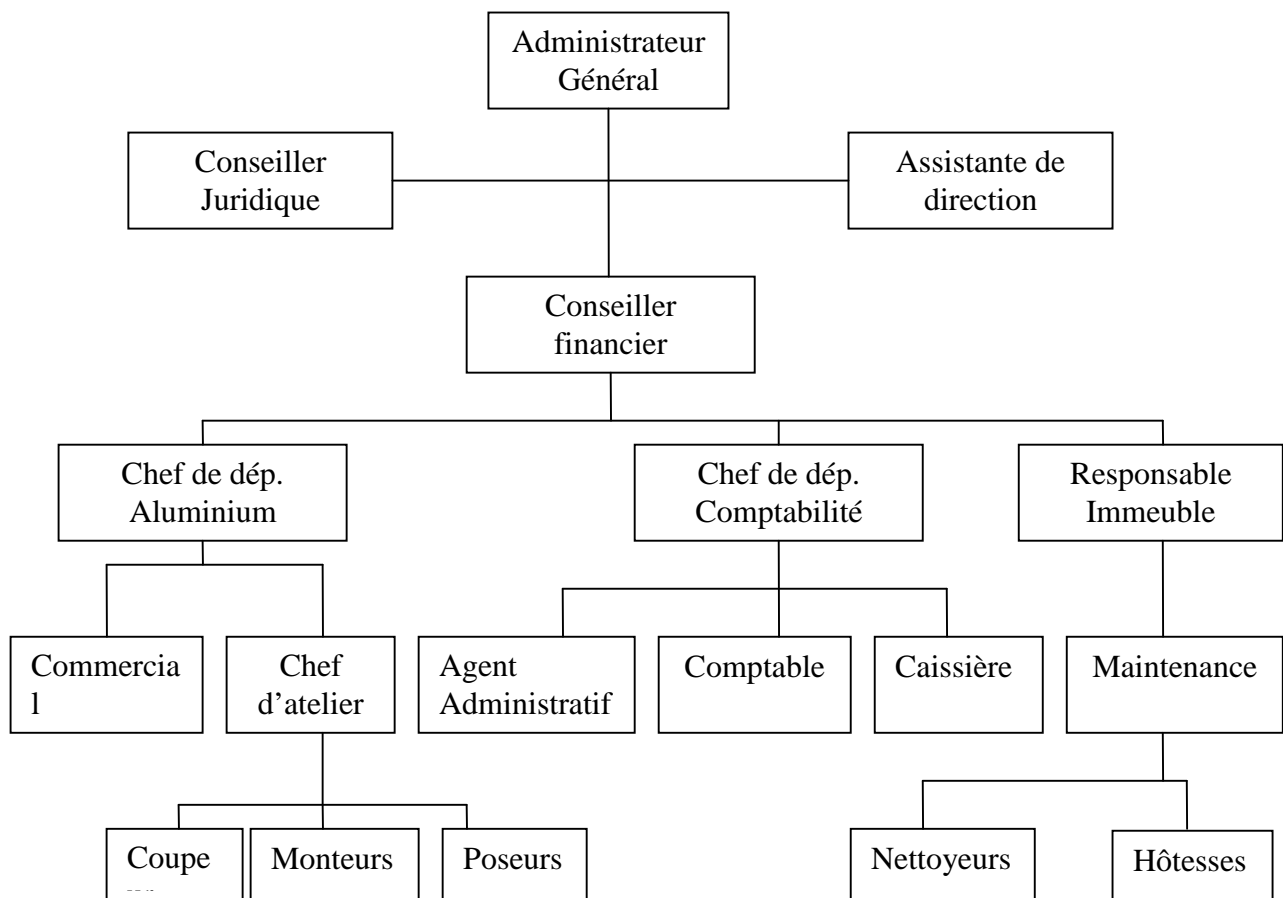
La chaîne de production de Gamma en matière de menuiserie Aluminium est sectionnée par une chaîne de coupage et de montage. Elle dispose aussi d'un bureau d'étude qui traite la faisabilité afin de valoriser les commandes des clients. Les principales matières premières de la société sont essentiellement importées de l'étranger. Ce sont, entre autres, les barres d'aluminium, les vitres ainsi que d'autres accessoires du genre.

Ces produits peuvent-être personnalisés, selon la préférence des clients. La livraison, la pose et le service après vente constituent parmi les services de cette société. La clientèle de la société Gamma comprend des particuliers et des grandes entreprises.

1.2.2. Organisation de la société Gamma

L'organigramme en vigueur de la société Gamma se présente comme suit :

FIGURE N°2: ORGANIGRAMME DE LA SOCIETE GAMMA



(Source : Société GAMMA)

2. Généralité sur l'audit financier

Etymologiquement, le terme « audit » vient du latin « audire », qui signifie littéralement « écouter », « entendre ». Celui qui fait de l'audit est donc celui qui écoute, celui qui analyse, celui qui interprète en vue d'émettre une opinion sur la fiabilité des informations générées par une entreprise¹. La notion d'audit évoque l'idée de contrôle d'un ensemble d'opérations ou d'un système d'informations. L'audit financier s'exprime principalement par une révision comptable, autrement dit par l'examen des états financiers d'une entité en vue de donner une opinion sur la régularité, la sincérité et la fiabilité des comptes de l'entreprise.

2.1. Définition de l'audit financier

Selon une définition proposée par l'Association Technique d'Harmonisation de Cabinets d'Audit et Conseil, « L'audit financier est l'examen auquel procède un professionnel (auditeur) indépendant en vue d'exprimer une opinion motivée sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle avec laquelle les comptes annuels ou les états financiers de synthèse d'une entreprise traduisent sa situation à la date de clôture et ses résultats pour l'exercice considéré, en tenant compte du droit et des usages du pays où l'entreprise a son siège ».

Autrement dit, cette définition nous fait savoir que l'audit financier consiste à examiner les états financiers de synthèse d'une entité en vue d'émettre une opinion sur la régularité, la sincérité et la traduction de l'image fidèle de ces derniers. Pour mieux comprendre cette définition, voyons d'abord la définition des états financiers.

Les états financiers sont un ensemble de documents définis par le référentiel d'information financière applicable d'un pays. Pour Madagascar, le référentiel applicable est le « PCG 2005 ». En effet, selon ce dernier, « Les états financiers sont une représentation financière structurée de la situation financière et des transactions conduites par une entité. L'objectif des états financiers à usage général est de fournir des informations sur la situation financière, la performance et les flux de trésorerie de l'entité qui soient utiles à un large éventail d'utilisateurs ».

¹ Cours d'audit, quatrième année, 2007-2008, département Gestion

Les états financiers présentés conformément au PCG 2005 comprennent cinq (5) documents, à savoir :

- le Bilan ;
- les comptes de résultat (par nature et par fonction) ;
- le tableau de variation des capitaux propres ;
- le tableau des flux de trésorerie (méthode directe et indirecte) ;
- l'annexe.

L'audit financier opère en sens inverse du processus comptable de tenue et d'établissement des comptes en remontant depuis les états financiers jusqu'aux opérations élémentaires et pièces justificatives. En effet, l'auditeur fonde son analyse sur la base de ces cinq (5) documents que nous avons cités ci-dessus. Les états financiers sont donc les bases des travaux effectués par l'auditeur et l'opinion d'audit doit couvrir l'ensemble de ces documents. Mais face aux contraintes temps et budgets, l'examen des comptes se base surtout sur des sondages. Cela, d'autant plus que la mission de l'auditeur ne consiste pas à examiner l'intégralité des documents justificatifs ni des écritures comptables de la société.

2.2. Audit légal ou commissariat aux comptes

L'auditeur prend le nom de Commissaire aux comptes lorsqu'il exerce une mission de révision légal ou audit légal. Le Commissaire aux comptes a pour rôle de formuler une opinion motivée sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle sur les états financiers d'une entreprise à la fin de sa mission. Cette mission est exercée par un expert comptable et financier membre au sein de l'ordre des experts comptables et financier et inscrit au tableau A. Dans notre pays il s'agit de l'Ordre des Expert Comptable et Financier de Madagascar (OECFM)

L'audit légal est impérativement imposé par la loi, surtout en ce qui concerne le contenu de la mission. La loi impose à l'auditeur de vérifier le respect des lois par les sociétés. L'auditeur est tenu ainsi de produire un rapport spécial sur les conventions règlementées et interdites ainsi que sur les rémunérations exceptionnelles versées aux administrateurs. L'auditeur légal doit révéler également les faits délictueux qu'il a relevés dans l'exercice de sa mission au Procureur de la République. A

Madagascar les Sociétés Anonymes (SA) et certaines Sociétés à Responsabilités Limitées Commerciales (SARL) répondant aux critères définis par la Loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004 sur les sociétés commerciales sont soumises au commissariat aux comptes.

Selon l'article 131 de la loi n°2003-036 du 30 janvier 2004 sur les sociétés commerciales : « Le Commissaire aux Comptes vérifie la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion des dirigeants et, dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux associés ou actionnaires. Il certifie que les états financiers de synthèse sont réguliers et sincères et donne une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice ».

Au terme de l'article 724 de la loi n°2003-036 du 30 janvier 2004 sur les sociétés commerciales, le Commissaire aux Comptes dresse un mémorandum pour l'Administrateur Général, contenant :

- les contrôles et vérifications auxquels ils ont procédé et les différents sondages auxquels ils se sont livrés ainsi que leur résultat ;
- les postes du bilan et les autres documents comptables auxquels des modifications leur paraissent devoir être apportées, en faisant toutes les observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents ;
- les irrégularités et inexactitudes qu'ils auraient découvertes ;
- les points faibles significatifs relevés au niveau du système comptable et de contrôle interne et susceptibles d'affecter l'opinion des Commissaires aux comptes sur les états financiers de synthèse.

Le Commissaire aux comptes établit pour l'Assemblée Générale des actionnaires :

- Un rapport général, suivant les articles 132 et 133, faisant état de ses observations sur les comptes ainsi que des irrégularités et des inexactitudes significatives identifiées en vue de certifier la régularité et la sincérité des états financiers de synthèse ;
- Un rapport spécial se rapportant aux conventions réglementées aux conventions interdites (articles 527 à 530 et article 532 sur les sociétés avec

Administrateur Général ; article 464 à 474 et article 480 pour les S.A avec Conseil d'Administration).

Notre mémoire consacrera dans la deuxième partie à la réalisation d'une mission de Commissariat aux comptes de la société Gamma.

La réalisation d'un audit externe est régie par des normes d'audit. Sur ce point, Madagascar ne possède pas encore de normes d'audit nationales. Etant membre de l'IFAC (International Federation of Accountants), l'OECFM (Ordre des Experts Comptables et Financiers de Madagascar) applique les normes ISAs (International Standards on Auditing) édictées par l'IFAC.

Selon l'ouvrage « handbook 2003 » de l'IFAC, présenté dans la catégorie des services connexes, les normes internationales d'audit (ISAs) s'appliquent à l'audit des états financiers. Les ISAs présentent les procédures et les principes fondamentaux ainsi que leurs modalités d'application fournies sous forme d'explications et d'informations complémentaires. Les procédures et les principes fondamentaux doivent être interprétés à la lumière de ces explications et de ces informations.

Les normes édictées par l'IFAC comprennent en effet :

- les ISAs ;
- les IFRS ;
- les ISRE.

2.3. Différents types d'opinion d'audit (ISA 701)

L'objectif de l'audit est de fournir une assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un auditeur est en mesure d'émettre son opinion selon la situation à laquelle il est confronté. Les normes d'audit distinguent :

2.3.1. Opinion sans réserve(s)

L'auditeur émet une opinion sans réserve(s) lorsque les états financiers sont réguliers et sincères par rapport au référentiel d'information financière adopté. Idem quand la présentation d'ensemble paraît correcte.

2.3.2. Opinion avec réserve(s)

L'auditeur émet une opinion avec réserve(s) lorsqu'une opinion sans réserve ne peut pas être donnée et que l'incidence des désaccords avec la direction, ou la limitation de l'étendue de ses travaux, n'est pas d'une grande importance et ne concerne pas un nombre important d'éléments contenus dans les états financiers, qu'elle conduirait à une opinion défavorable ou à une impossibilité d'exprimer une opinion.

2.3.3. Refus de certifier

L'auditeur refuse de certifier les états financiers de la société lorsque les dits états induisent en erreur sinon incomplets, par suite de problèmes ne pouvant pas être traités, dans le cadre d'une réserve spécifique.

2.3.4. Impossibilité de certifier

L'auditeur est dans l'impossibilité d'exprimer une opinion sur les états financiers quand il n'a pas pu recueillir suffisamment d'éléments probants pour sa certification.

La généralité sur l'audit financier nous a fourni quelques informations permettant de savoir la définition de l'audit financier et les opinions d'audit. La notion d'audit financier, dans son approche classique, nous paraît d'abord utile pour pouvoir, ensuite, aborder l'approche par les risques qui est, rappelons encore une fois, l'objet de notre étude.

3. Approche classique de l'audit financier

En général, l'approche classique de l'audit comprend quatre (4) phases dont :

- Phase 1 : Prise de connaissance générale de l'entreprise ;
- Phase 2 : Evaluation du système de contrôle interne ;
- Phase 3 : Examen des comptes proprement dit ;
- Phase 4 : Finalisation de l'audit et émission d'opinion.

3.1. Prise de connaissance générale

La prise de connaissance générale de l'entreprise consiste à collecter toutes les informations et données visant à mieux appréhender l'entreprise. Cette première phase permet d'identifier et de comprendre les événements, les opérations ainsi que les pratiques de l'entreprise en question. A travers son examen, l'auditeur est habilité à porter, dans son rapport d'activité, des jugements qui peuvent être liés à des incidences significatives sur les états financiers.

L'auditeur collecte les informations sur l'identité de la société, ses activités, ses politiques générales, son organisation, son processus administratif et comptable, etc. Ces diverses informations peuvent être obtenues à travers des entretiens auprès de la direction de la société auditée, ou encore à l'aide des recherches qu'il mène personnellement. Cette phase a pour but d'analyser les risques généraux auxquels l'entreprise est confrontée.

3.2. Analyse du système de contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des mesures de contrôles, comptables ou autres, que la direction définit, applique et surveille, sous sa responsabilité. Le contrôle interne permet d'assurer la protection du patrimoine de l'entreprise ainsi que la fiabilité des enregistrements comptables et des comptes annuels qui en découlent. Le contrôle interne ainsi défini doit permettre d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les opérations sont exécutées conformément aux décisions de la direction ;
- les opérations sont enregistrées de telles façons que les comptes annuels qui en découlent sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle ;

- les actifs de l'entreprise sont sauvegardés¹.

L'analyse du système de contrôle interne a pour but de déceler les éventuels points faibles ou anomalies ainsi que les points forts au sein du système mis en place. Cette deuxième phase permet de comprendre les procédures de traitement de données et les contrôles internes manuels ou informatisés de l'entité audité. Si la société dispose d'un manuel de procédure, l'auditeur le consulte et l'analyse. In contrario, il y a lieu de décrire le système (narrativement ou graphiquement). Ce travail est suivi d'une analyse critique des points forts et points faibles théoriques des procédures à travers ce qu'on entend par « tests de procédures ». Il s'agit de test de conformité et de test de permanence.

Les états financiers comprennent plusieurs documents et sont constitués de plusieurs composants des opérations et des événements, des soldes de comptes et des informations supplémentaires. L'expression d'une opinion sur les états financiers nécessite donc de couvrir aussi bien les opérations et événements que les soldes des comptes et les informations supplémentaires incluses dans l'annexe. On peut décomposer l'opinion relative à ces composants en autant d'assertions (réalité, exhaustivité, droit et obligations, exactitude, évaluation, séparation des exercices, existence, ...)

a) Test de conformité

Ce test désigne la vérification d'un nombre limité d'opérations en vue de constater que les systèmes comptables et de contrôles internes décrits sont appliqués. Autrement dit, ce test a pour but de s'assurer que les procédures telles qu'elles ont été décrites sont bien celles qui existent dans l'entreprise.

b) Test de permanence

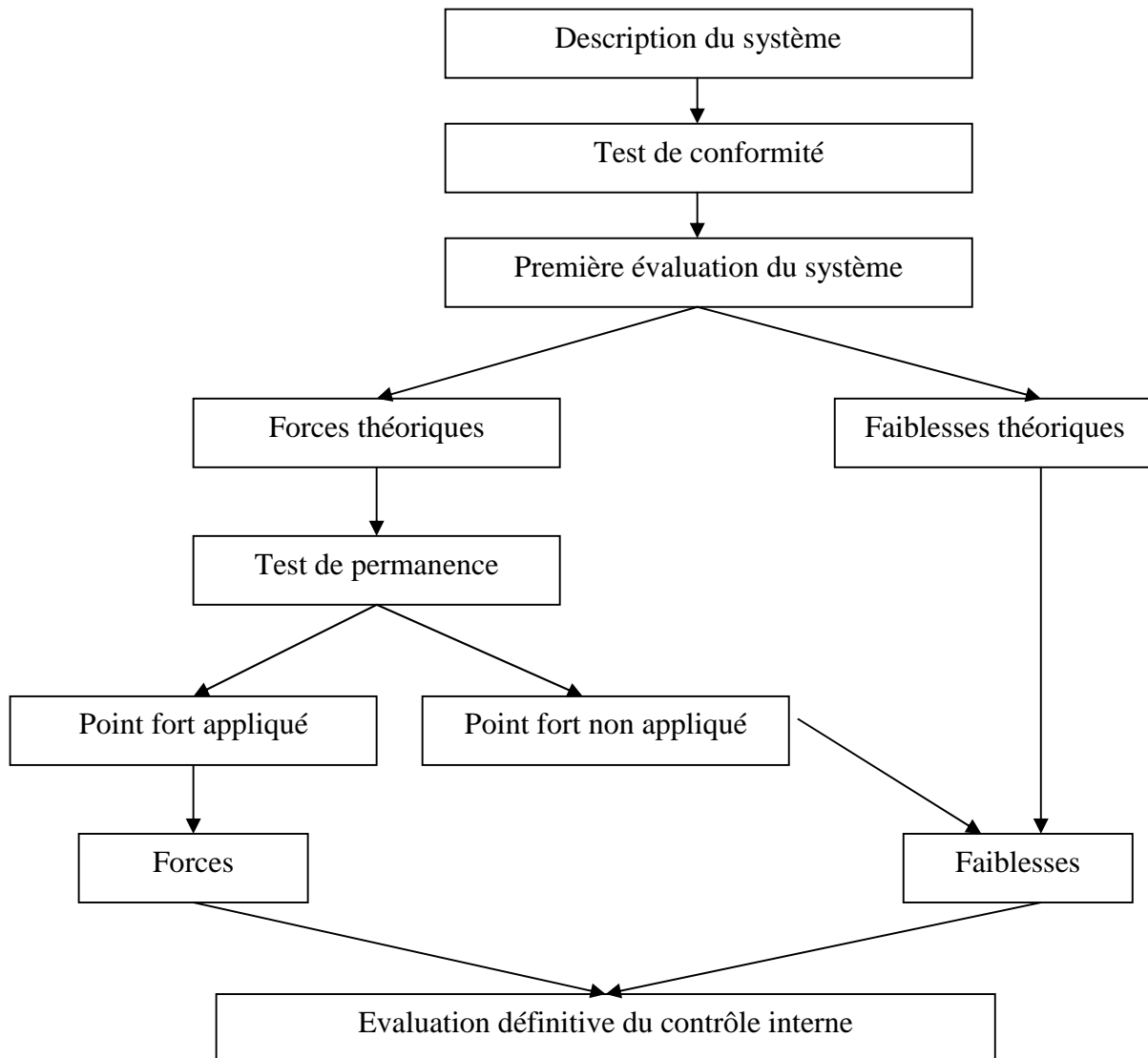
Il s'agit de vérifier l'application permanente des points forts théoriques du système de contrôle interne. Son objectif est de dégager les points forts théoriques appliqués de façon permanente (forces) et ceux non appliqués de façon permanente (faiblesses).

¹ VIDAL, D., COZIAN, M. ; Audit et révision légale ; LITEC, Normandie, Troisième édition 2000, page 55.

Il est à noter que le système de contrôle interne de l'entreprise sera évalué au niveau de chaque cycle d'audit. Un cycle étant un ensemble de transaction qui aboutit à un enregistrement comptable (exemples : ventes/clients ; achats/fournisseurs, Immobilisation, ...) Lors d'un commissariat aux comptes, le résultat notoirement négatif de l'évaluation du contrôle interne peut constituer un motif de refus de certification ou bien, moins exceptionnellement, d'une certification avec réserve. Pour l'approche classique de l'audit, l'évaluation du contrôle interne détermine l'étendue des programmes d'examen des comptes.

La figure ci après décrit les étapes de l'évaluation du système de contrôle interne :

FIGURE N°3: EVALUATION DU CONTROLE INTERNE



(Source : Auteur)

La figure ci-dessus nous montre que l'évaluation du système de contrôle interne commence par la description du système mis en place par l'entreprise. Puis l'auditeur effectue le test de conformité pour une première évaluation du système. Cela permettra de distinguer ses forces et ses faiblesses théoriques. Ces derniers seront considérés comme étant les faiblesses du système ; tandis que les forces théoriques feront l'objet de test de permanence. Ce deuxième test va mettre en exergue les points forts appliqués et

les points forts non appliqués. Les premiers seront évalués comme les forces du système et les points forts non appliqués rejoindront les faiblesses du système.

3.3. Examen des comptes

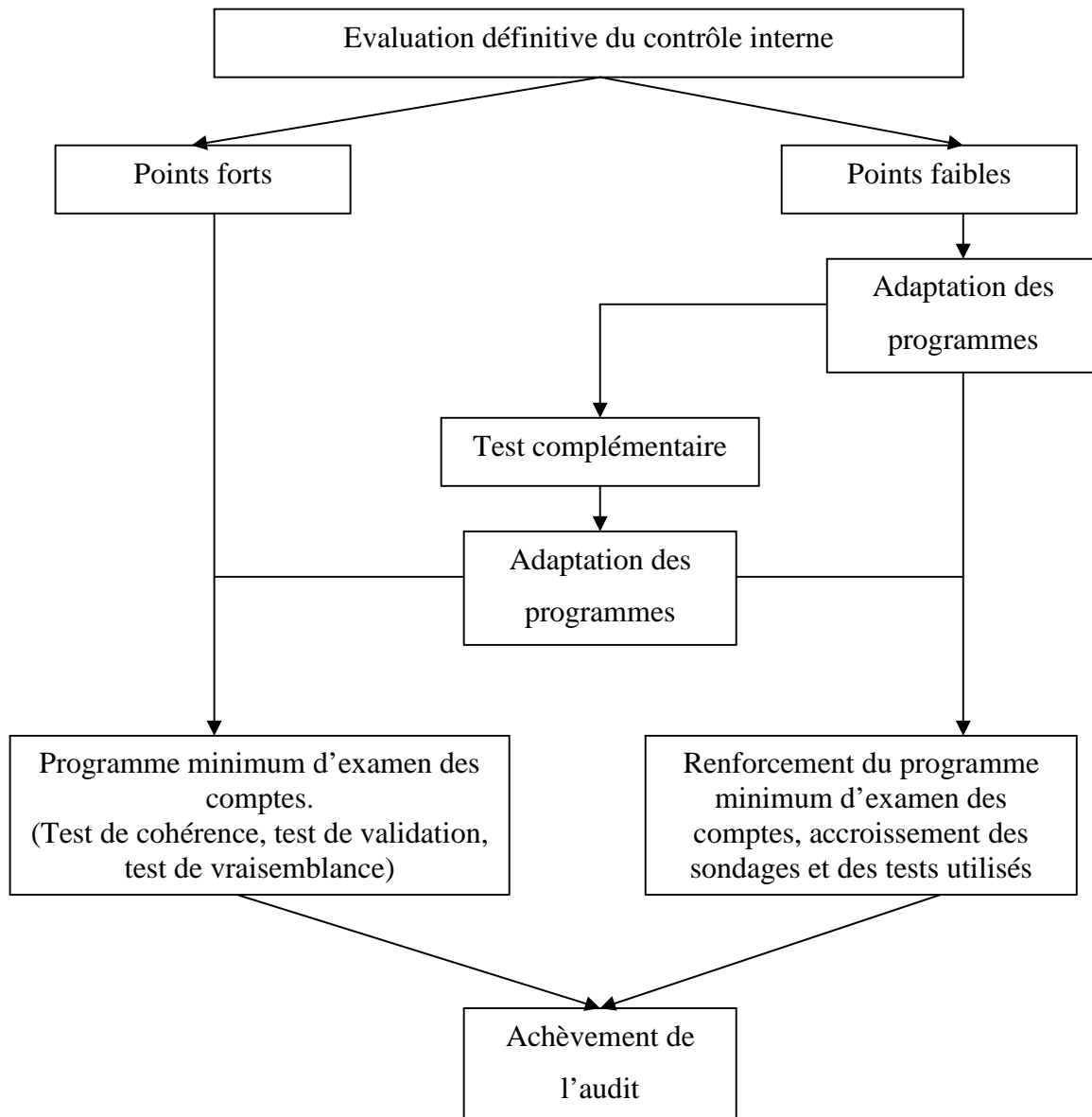
L'examen des comptes consiste à vérifier les informations figurant dans les états financiers. Par le biais des tests de cohérence, l'auditeur vérifie l'homogénéité des informations contenues dans les états financiers (cohérence des données figurant dans les états financiers avec la balance et les grands livres, ...). Autrement dit, il effectue des recoupements au niveau des informations obtenues. L'examen des comptes est effectué par cycle d'opération, à savoir : Immobilisation, stocks, trésorerie, ventes/clients, achats/fournisseurs, personnel, emprunt, ...

Il y a aussi lieu de vérifier les informations comptables par rapport aux informations extracomptables (données statistiques, budget, ...).

L'auditeur applique également dans cette phase les tests de validation afin de vérifier l'exactitude des soldes inscrits dans les états financiers. Pour ce faire, il procède à l'observation physique, à la vérification des pièces justificatives et à la confirmation externe.

D'une manière générale, la phase de l'examen des comptes selon l'approche classique se présente comme suit :

Figure n 4: EXAMEN DES COMPTES



(Source : Auteur)

Le programme de travail pour l'examen des comptes est élaboré à partir du résultat de l'évaluation définitive du contrôle interne. Les points faibles pour chaque cycle feront l'objet d'un programme plus approfondi d'examen des comptes avec des tests complémentaires. Pour les points forts du système, l'auditeur mettra en œuvre un programme minimum d'examen des comptes.

3.4. Finalisation de l'audit

Il s'agit de la part de l'auditeur d'émettre une opinion sur les états financiers de l'entité auditée. Cette dernière phase est relative au bouclage des travaux d'audit. Cela se traduit par l'établissement d'un mémorandum destiné au Conseil d'Administration (art 724 de la Loi N° 2003-036 du 30 janvier 2004), d'un rapport relatif à la révision des comptes, adressé à l'Assemblée Générale qui comprendra un Rapport Général et un Rapport Spécial.

Pour l'approche classique de l'audit financier, l'auditeur évalue le système de contrôle interne au niveau de chaque cycle d'exploitation après la prise de connaissance de l'entité. Le programme de travail pour chaque cycle sera défini en fonction de la qualité du système de contrôle interne mis en place. Mais face à notre problématique, voyons d'abord ce qu'est l'approche d'audit par les risques.

Chapitre II : DEMARCHE D'AUDIT PAR LES RISQUES

La recherche de l'efficacité a conduit les auditeurs à la mise en œuvre de l'approche par les risques. L'efficacité se définit par le gain de qualité associé à une meilleure maîtrise de l'évolution des coûts. Pour qu'un contrôle soit pertinent, il ne doit pas se disperser sur une multitude d'objets mais il doit se concentrer sur les objets qui méritent son attention.

1. Généralité sur les risques d'audit

Dans cette première section, nous allons voir la définition du risque d'audit.

1.1. Définition du risque d'audit

1.1.1. Définition

Le risque d'audit c'est l'expression d'une opinion incorrecte du fait d'erreurs significatives contenus dans les états financiers. Autrement dit, l'auditeur risque d'émettre une opinion erronée, c'est-à-dire de certifier des comptes contenant des erreurs significatives qui n'aient été ni décelées et corrigées par l'entreprise, ni détectées par lui.

1.1.2. But de l'approche par les risques

Un audit effectué en conformité avec les ISAs a pour but de :

- réduire le risque d'audit à un niveau tolérable, c'est-à-dire à un niveau suffisamment faible ;
- fournir une assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives.

Par ailleurs, l'approche par les risques a aussi pour but de s'adapter aux caractéristiques du client, à son environnement législatif et réglementaire, aux exigences du marché ce qui permet aux auditeurs de développer ses activités et d'être plus proche des attentes de la direction de l'entreprise à la fin de sa mission.

1.2. Etude détaillée de la typologie des risques d'audit

Le risque d'audit comprend le risque d'anomalie significative et le risque de non détection.

1.2.1. Risques d'anomalies significatives

Les risques d'anomalies significatives comprennent les risques inhérents et les risques liés au contrôle.

a) Risques inhérents

Les risques inhérents sont des risques qui peuvent subvenir à tout moment à l'entreprise. Ce sont des risques liés à l'activité, à l'environnement de l'entreprise. Ils sont omniprésents et proviennent de l'extérieur de l'entreprise.

« Le risque inhérent (ou risque général de l'entreprise) est le risque qu'une erreur significative se produise compte tenu des particularités de l'entreprise révisée, de ses activités, de son environnement, de la nature de ses comptes et de ses opérations ». Robert Obert, Synthèse droit et comptabilité, DUNOD, 2ème édition.

b) Risques liés au contrôle ou risque de non contrôle

Ce sont des risques dus à l'inefficacité ou l'inexistence de système de contrôle interne au sein d'une entité. Le système de contrôle interne mis en place par la société ne permet pas de prévenir, de détecter, ou de corriger les anomalies. Ces risques proviennent de l'environnement interne de l'entreprise.

1.2.2. Risque de non détection

Le risque de non détection se traduit par l'existence d'erreurs significatives dans les états financiers audités dues à l'incapacité de l'auditeur à les détecter. C'est le risque que l'auditeur ne trouve pas des erreurs significatives.

Résumons en quadrature les différentes typologies de risques d'audit :

Tableau n°1: LES CINQ TYPES DE RISQUES EN AUDIT

	Types	Description
A	Risque inhérent	Risque que des anomalies significatives pourront se produire compte tenu des caractéristiques inhérentes et en l'absence de contrôles appropriés : « ce qui pourra mal se passer ».
B	Risque lié au contrôle	Risque que le système de contrôle interne de l'entreprise ne permettra pas de prévenir, ou de détecter et corriger, à temps des anomalies significatives.
A+B = 1	Risque d'anomalie significative	Risque que les états financiers non audités contiennent des anomalies significatives, du fait de risques inhérents non prévenus, détectés, corrigés par les contrôles de l'entreprise en place.
2	Risque de non détection	Risque que l'auditeur ne détectera pas les anomalies significatives existant dans les états financiers non audités
1+2	Risque d'audit	Risque que l'auditeur émettra une opinion d'audit erronée, du fait d'un risque d'anomalie significative non prévenu, détecté, corrigé par les contrôles d'audit.

(Source : Formation Mazars Novembre 2008)

En résumé, le risque inhérent associé au risque lié au contrôle forme le risque d'anomalie significative. Le risque d'audit est la somme du risque d'anomalie significative et du risque de non détection.

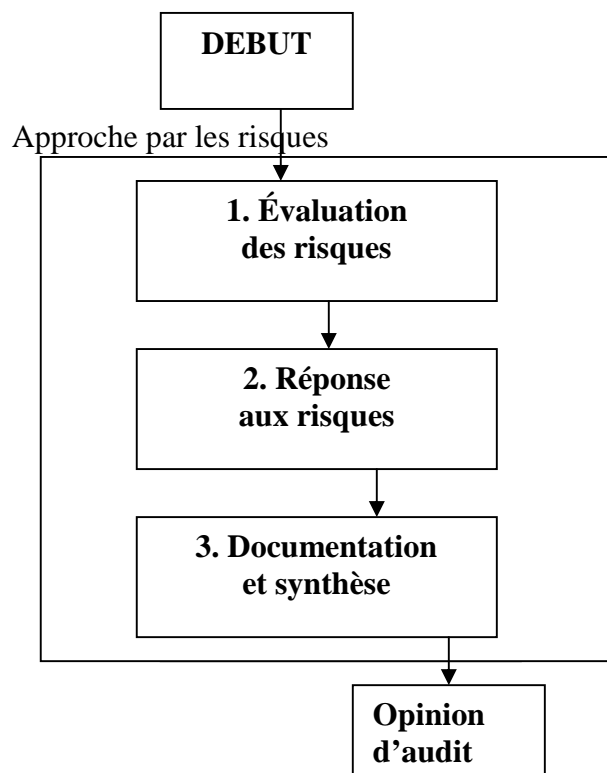
2. Processus d’audit par les risques

Le processus d’audit par les risques comprend les phases ci après :

- l’évaluation des risques ;
- la prise en compte des risques ;
- la documentation et synthèse.

Le schéma ci dessous résume les grandes étapes de l’approche d’audit par les risques.

Figure N°5: LES ETAPES DE L’APPROCHE D’AUDIT PAR LES RISQUES



(Source : Formation Mazars Novembre 2008)

2.1. Evaluation des risques

L’évaluation des risques est la première phase de l’approche d’audit par les risques. Elle a pour objectif d’identifier et d’évaluer le risque d’anomalie significative

d'abord en termes de risque inhérent puis en terme de risque lié au contrôle. Mais avant d'évaluer le risque d'audit, il y a lieu de planifier la mission, puis de comprendre l'environnement de l'entreprise.

2.1.1. Planification de la mission

L'auditeur planifie ses travaux de vérification, leur étendue, le calendrier de réalisation et l'équipe intervenante. La planification de la mission est matérialisée par le memorandum d'approche qui fait une description de la société, son système comptable, les événements significatifs, les seuils de signification retenue au niveau des états financiers et le seuil de matérialité en termes d'ajustement. Le seuil de signification est le seuil en dessus duquel l'auditeur va contrôler. Tandis que le seuil de matérialité c'est le seuil en dessous duquel l'auditeur va ajuster les éventuels redressements au niveau des états financiers. Selon le CNCC, le seuil de signification est : "La mesure que peut faire le Commissaire aux Comptes du montant à partir duquel une erreur, une inexactitude ou une omission peut affecter la régularité et la sincérité des comptes annuels ainsi que l'image fidèle du résultat des opérations, de la situation financière et du patrimoine de l'entreprise". Il contribue en début de mission à identifier les domaines significatifs sur lesquels portera l'évaluation du contrôle interne, et en fin de mission, il constitue l'élément quantitatif permettant de justifier les décisions relatives à l'opinion émise.

2.1.2. Identification et évaluation des risques

La prise de connaissance de l'entité et de son environnement permet à l'auditeur d'identifier les risques au niveau de chaque cycle d'opération. Ces derniers seront évalués et classifiés par ordre d'importance, et par la suite, les zones à risques ou cycles à risques seront identifiés et mis en exergue.

L'objectif dans l'identification et l'évaluation des risques est de ramener le risque d'audit à un niveau suffisamment faible au moyen des procédures mises en œuvre par l'auditeur.

Le processus d'identification des risques commence par les procédures ci après : observation, inspection et procédure analytiques. Ces procédures seront appliquées sur l'environnement de l'entreprise à savoir :

- les facteurs externes : objet de la société, environnement réglementaire, référentiel d'information financière ...

- la nature de l'entité: activités, actionnariat, gouvernance, salariés, choix et application des principes comptables, ...
- les objectifs et stratégies de l'entité,
- la performance financière de l'entité.

L'auditeur identifie par la suite, l'auditeur identifie les facteurs de risque et inventorie les risques probables sur l'environnement de l'entreprise. Il analyse enfin les impacts que peuvent avoir ces risques au niveau des rubriques et des états financiers et des assertions.

Dans cette phase, il y a aussi lieu d'évaluer le risque de fraude au niveau de l'entité auditée. Les normes ISA requièrent à l'auditeur d'évaluer le risque d'anomalie significative des états financiers associé avec le risque de fraude.

Selon l'ISA 240, « La fraude consiste en un acte intentionnel commis par un ou plusieurs individus (exerçant des fonctions de direction ou de gouvernance, ou bien étant des salariés ou des tiers) et impliquant l'usage de déception afin d'obtenir des avantages injustes ou illégaux ». Afin d'évaluer le risque de fraude, l'auditeur analyse les facteurs pouvant contribuer au risque de fraude. (Gouvernance inefficace, direction faible, pression pour atteindre des objectifs financiers, complexité des procédures etc. de l'entreprise, objectifs budgétaires irréalistes, contrôle interne inadéquat).

2.2. Réponses aux risques

L'importance des travaux de vérification en audit financier est proportionnelle à l'importance du risque d'audit : si le risque est estimé fort, l'auditeur doit effectuer d'importantes vérifications, et si le risque est estimé faible, l'importance des travaux de vérification serait réduite.

Pour cette seconde étape, l'objectif est de, détecter et/ou corriger les risques d'anomalie significative qui peuvent exister des les états financiers et réduire le risque de non détection à un niveau suffisamment faible. Pour atteindre cet objectif, la définition d'un plan d'audit détaillé ainsi que la mise en œuvre des procédures d'audit s'avère nécessaire.

2.2.1. Définition du plan d'audit détaillé

C'est un plan qui définit l'étendue de la mission dont l'objectif est de définir des réponses appropriées (au niveau global et en terme de procédures d'audit) aux risques d'anomalies significatives recensés au niveau des états financiers et des assertions. Les assertions sont les critères dont la réalisation conditionne la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes (existence, exhaustivité, exactitude, séparation des exercices, droits et obligations, classification, occurrence, précision).

Ce plan est établi par le responsable de mission (Senior), validé par le directeur de mission (Manager) et enfin, approuvé par l'associé signataire.

Le plan d'audit détaillé comprend les réponses globales au niveau des états financiers et les procédures d'audit supplémentaires au niveau des assertions. Les premiers étant les mesures prises par l'auditeur afin de réduire les risques à un niveau suffisamment faible. Quant aux travaux d'audit supplémentaires au niveau des assertions, il s'agit des procédures d'audit spécifique en terme de leur nature, de leur positionnement dans le temps et de leur étendue. Il s'agit essentiellement des tests de contrôle ou des tests substantifs au moyen des procédures ci-après : inspection, observation, discussion, confirmation, contrôle arithmétique, répétition et procédure analytique.

Ces deux tests permettent de collecter les éléments probants. Un test de contrôle a pour but de confirmer (ou non) le caractère efficace d'un contrôle en prévenant, ou détectant et corrigeant, une anomalie significative là où un test substantif vise à valider un montant (tests de détail) ou un ordre de grandeur/une cohérence (procédures analytiques).

2.2.2. Mise en œuvre des procédures d'audit

Il s'agit ici d'exécuter les procédures d'audit définies dans le programme de travail. Les procédures d'audit détaillées requises afin de collecter des éléments probants seront définies dans ce programme de travail. Ce dernier s'applique à chaque cycle d'audit, précise toutes les actions requises, et fait apparaître les objectifs d'audit correspondants.

Selon l'ISA 500, il existe huit (8) types de procédures d'audit afin de collecter les éléments probants :

- inspection des documents ou enregistrements internes ou externes et sous forme papier électronique ou autre ;
- inspection des actifs tangibles consistant à valider l'existence physique des actifs (assistance à l'inventaire physique) ou droits et obligations de la société ;
- l'observation qui est le fait d'observer un processus en voie d'exécution par d'autres personnes ;
- la discussion qui consiste à rechercher des informations auprès des dirigeants de la société ou d'autres personnes connaissant la société ;
- la confirmation visant à obtenir une information directe de la part d'un tiers ;
- la répétition impliquant l'exécution indépendante par l'auditeur de procédures ou contrôles effectués à l'origine dans le cadre du système de contrôle interne du client ;
- les procédures analytiques qui consistent à évaluer les informations financières par comparaison avec d'autres données financières ou non financières.

2.3. Documentation et synthèse

Cette dernière étape de l'approche d'audit par les risques comprend l'évaluation des documents probants obtenus et la documentation et la préparation de l'opinion. Les "éléments probants" désignent les informations obtenues par l'auditeur pour aboutir à des conclusions sur lesquelles son opinion est fondée. Les éléments probants peuvent être : factures, procès verbaux, lettres provenant des tiers,...

L'objectif de cette dernière étape est de déterminer si les éléments probants collectés sont appropriés et suffisants pour l'expression d'une opinion d'audit.

2.3.1. Evaluation des documents probants obtenus

Au cours de ces travaux, l'auditeur a besoin d'éléments probants appropriés et suffisants pour formuler les conclusions sur lesquelles sera basée l'opinion d'audit. Les éléments probants obtenus seront évalués en terme de qualité, de pertinence et de fiabilité. Si la réponse à ses questions est favorable, les éléments probants sont appropriés. Une autre évaluation portera aussi sur la quantité dans la mesure où, les éléments probants collectés devront être suffisant pour être appropriés.

2.3.2. Documentation et préparation de l'opinion

Dans le cadre de la réalisation de l'audit, l'auditeur tient trois (3) types de dossiers : le dossier permanent, le dossier management et le dossier de contrôle ou dossier de travail.

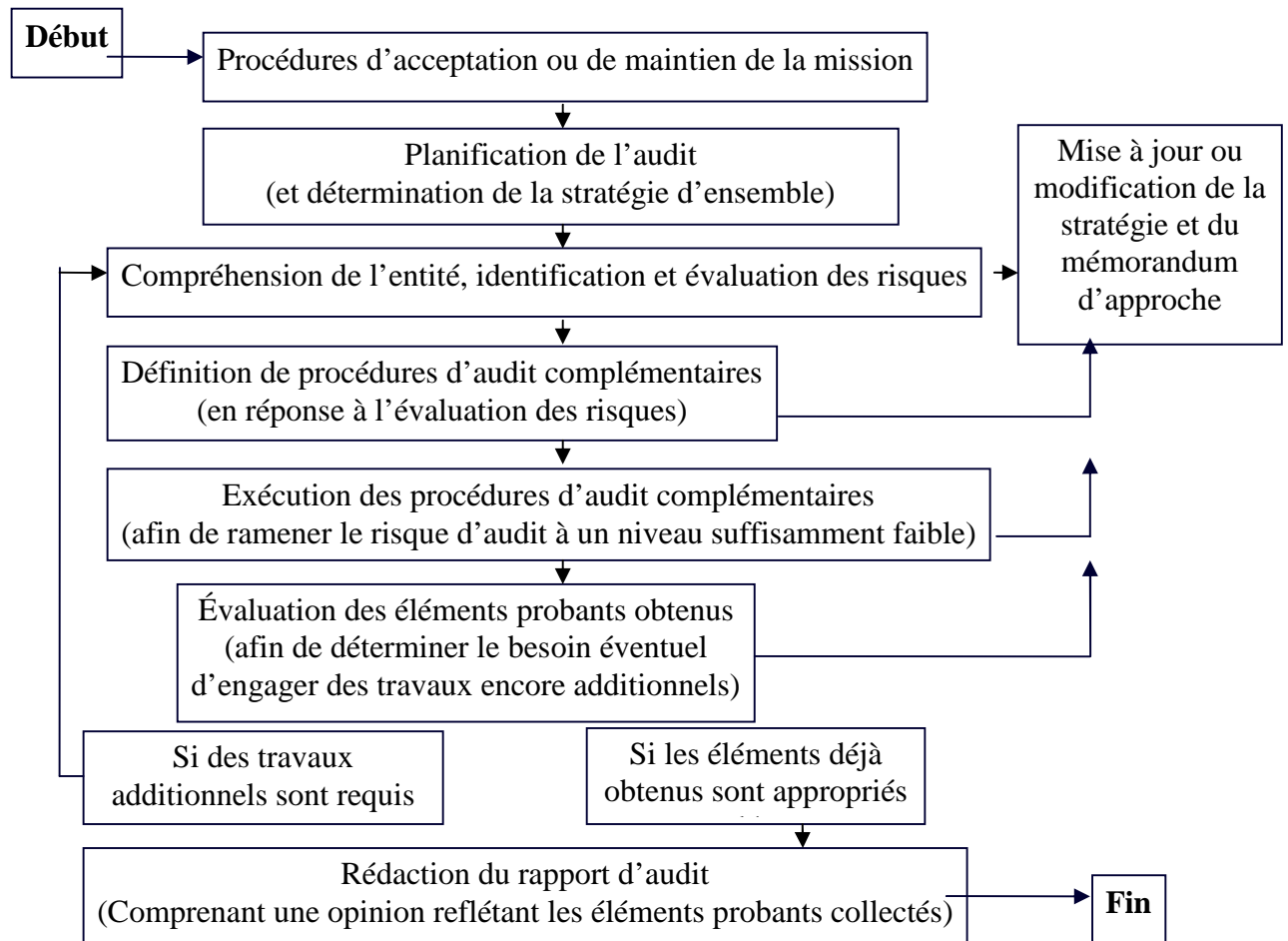
Les dossiers permanents contiennent des documents susceptibles de servir durant plusieurs années (Exemples: contrats de prêt, statuts de la société etc.). Le dossier de management contient les documents relatifs à la mission en cours. (Exemples: mémorandum d'approche, programme d'audit, tests de contrôles clé etc.). Le dossier de travail contient les feuilles de travail relatif aux différents cycles d'opérations ainsi que les analyses faits par l'auditeur sur chaque cycle. Il contient aussi un mémorandum de section résumant les travaux effectués par cycle en présentant des conclusions.

La documentation de l'auditeur devra permettre à ses utilisateurs ultérieurs de comprendre :

- la nature, le positionnement dans le temps et l'étendue des procédures d'audit effectués conformément aux normes ISAs et aux exigences légales et réglementaires;
- les résultats des procédures d'audit ainsi que les éléments probants obtenus ;
- les points significatifs soulevés durant l'audit ainsi que les conclusions correspondantes.

Sous forme de schéma, le résumé de la démarche d'audit par les risques se présente comme suit :

Figure n°6: RESUME DE LA DEMARCHE D'AUDIT PAR LES RISQUES



(Source : Formation Mazars novembre 2008)

DEUXIEME PARTIE : MISE EN ŒUVRE DE L'AUDIT FINANCIER POUR LA SOCIETE GAMMA

Après avoir vu théoriquement l'approche d'audit par les risques, entamons dans cette deuxième partie son application sur la société Gamma. Au cours de notre stage au sein du cabinet Mazars Fivoarana, l'approche d'audit par les risques se divise en deux (2) grandes phases, une phase préliminaire et une phase finale. La phase préliminaire relative à la révision légale de la société Gamma sera mise en exergue en premier lieu. L'examen des comptes de la société sera présenté en second lieu. A la fin de cette deuxième partie, une constatation sur l'impact de la mise en œuvre de l'audit financier suivant l'approche par les risques sur le Cabinet Mazars Fivoarana sera présentée afin de répondre au problème de ce présent mémoire.

Chapitre I: REVUE PRELIMINAIRE

Lors d'une mission de Commissariat aux comptes, les auditeurs effectuent leurs travaux auprès de l'entité auditée. Une fois sur terrain, l'équipe entame directement la phase préliminaire de l'audit qui a pour objet d'étudier et d'appréhender le risque d'audit et d'élaborer en conséquence le plan d'approche de la mission ou mémorandum d'approche. L'équipe commence par la prise de connaissance générale de l'entité qui consiste à collecter et à analyser tous les documents et événements marquants pouvant avoir une influence sur les comptes (Cf. Liste des documents à collecter Annexe n° 1). Nous allons voir dans ce premier chapitre l'identification des risques d'audit en fonction de la prise de connaissance de l'entité. Ce premier chapitre va nous montrer en premier lieu l'analyse du risque d'audit, puis l'identification des systèmes et domaines significatifs et se termine par l'élaboration d'un mémorandum d'approche pour la société Gamma.

1. Analyse du risque d'audit

A travers l'analyse des documents reçus de l'entreprise, et à travers ses expériences, l'auditeur identifie les risques et les classifie par ordre d'importance dans le but de définir les diligences à mener au cours de sa mission. L'objectif de l'auditeur est de ramener le risque d'anomalie significative à un niveau suffisamment faible. S'agissant d'une mission récurrente rentrant dans le cadre d'un mandat de Commissariat aux comptes, le cabinet dispose a priori des informations sur Gamma lui permettant d'identifier les risques d'audit en fonction des dossiers relatifs à son mandat de l'année

précédente à savoir : le mémorandum relatif aux comptes arrêtés au 31 décembre 2007, le rapport relatif aux comptes arrêtés au 31 décembre 2007, les dossiers management et de contrôle.

Pour la société Gamma, les risques d'audit seront identifiés en fonction d'un questionnaire d'évaluation des risques sur la société ainsi qu'à travers les risques déjà évoqués lors de la mission de commissariat aux comptes de l'année précédente. Dans cette phase du processus d'audit par les risques, nous les risques d'anomalies significatives seront identifiés au niveau de chaque cycle d'exploitation, d'abord en terme de risque inhérent, puis en terme de risque lié au contrôle.

1.1. Evaluation du risque inhérent

Les risques inhérents de la société GAMMA seront évalués à l'aide d'un questionnaire qui se présente comme suit sous forme de tableau :

Tableau n°2: QUESTIONNAIRE DETAILLE D'EVALUATION DES RISQUES INHERENTS

QUESTION	REPONSE
RISQUE INHERENT AU SECTEUR D'ACTIVITE	
▪ L'entreprise opère-t-elle dans un secteur d'activité en difficulté ou en récession ?	NON
▪ Existe-t-il des risques spécifiques aux produits ou aux prestations commercialisés par l'entreprise ?	NON
▪ Existe-t-il des risques ou réglementations spécifiques au marché sur lequel intervient l'entreprise ?	NON
RISQUE INHERENT A L'ENVIRONNEMENT FINANCIER	
▪ La direction manque t-elle d'intérêt pour la qualité de l'information comptable et financière ?	NON
▪ Les contrôles précédents ont-ils fait apparaître de nombreuses anomalies dans l'information comptable et financière ?	OUI
▪ La réunion de planification avec les autres intervenants sur la mission et les entretiens avec la direction laisse t-ils craindre un risque élevé de	NON

fraude ou d'erreurs ?	
▪ La société a-t-elle régulièrement recours à des changements de méthode d'évaluation ?	NON
▪ Peut-on craindre des incohérences entre les données issues de la comptabilité analytique et la comptabilité générale ?	OUI
▪ Les relations de l'entreprise avec la banque sont-elles difficiles ?	NON
▪ La société a-t-elle dépassé récemment ses covenants bancaires ou est-elle en passe de les dépasser ?	NON
▪ La structure de la dette à la clôture appelle-t-elle des remarques particulières ?	OUI
▪ La société a-t-elle actualisé ses prévisions de trésorerie à sa situation financière ?	NON
▪ Avez-vous eu de transactions financières significatives inhabituelles ou complexes au regard de l'activité ?	NON
▪ Avez-vous eu connaissance de problèmes significatifs sur l'exécution des transactions en cours ?	NON
▪ Des engagements financiers significatifs pèsent-ils sur la société ?	OUI
RISQUE INHERENT A L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE	
▪ La direction est-elle insuffisamment sensibilisée à la prise en compte des textes légaux et réglementaire ?	NON
▪ Des opérations juridiques importantes sont-elles en cours ou prévues ?	NON
▪ Y a-t-il un nombre important de conventions réglementées ?	NON
▪ Existe-t-il des risques potentiels ou déclarés de disparition de l'affection societatis ou de divergences d'intérêt entre les actionnaires ?	NON
RISQUE INHERENT AU CYCLE VENTES/CLIENTS	
▪ Le type de clientèle crée-t-il des risques importants de non recouvrement ?	OUI
▪ Le pourcentage de créances provisionnées a-t-il évolué de façon significative ?	NON
RISQUE INHERENT AU CYCLE STOCKS	
▪ Les marges ont-elles varié de façon significative par rapport à l'exercice précédent ?	NON

▪ Y a-t-il risque de sous activité ?	NON
▪ Existe-t-il des risques spécifiques de dépréciation liés au marché ou à la nature de production ?	OUI
▪ Y a-t-il eu des modifications significatives dans la méthode de valorisation des stocks ?	NON
RISQUE INHERENT AU CYCLE IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES ET FINANCIERES	
▪ Constate t-on une variation importante des immobilisations corporelles depuis l'exercice précédent ?	NON
▪ Y a-t-il absence ou déficience de la politique d'investissement poursuivie par l'entreprise ?	NON
▪ Y a-t-il des signes d'obsolescence de l'outil de production ?	NON
▪ L'entreprise a-t-elle recours de manière significative à la location ou au crédit bail ?	NON
▪ Y a-t-il des frais de recherche et de développement immobilisés ?	NON
▪ Constate une variation importante des immobilisations financières ?	OUI
RISQUE INHERENT AU CYCLE TRESORERIE	
▪ La société est-elle en limite d'utilisation de ses concours bancaires à court terme ?	OUI
▪ Existe-t-il des mouvements de fonds importants non justifiés économiquement ?	NON
▪ Les titres de placement détenus présentent-ils un risque particulier ?	NON
▪ Les opérations de devises sont-elles complexes ou importantes ?	OUI
▪ La société a-t-elle une tendance habituelle à spéculer sur ses opérations en devises ?	OUI
▪	
RISQUE INHERENT AU CYCLE ACHATS/FOURNISSEURS	
▪ Le ratio de délai moyen des créances fournisseurs s'est-t-il dégradé ?	NON

RISQUE INHERENT AU CYCLE PERSONNEL	
▪ L'entreprise a-t-elle connu des problèmes dans le cadre de contrôles sociaux ?	NON
▪ L'entreprise opère-t-elle dans un secteur d'activité en difficulté ou en récession ?	NON
▪ Les conflits collectifs ou individuels sont-ils fréquents ?	NON
▪ Existe-t-il des risques ou réglementations spécifiques aux produits ou prestations ?	NON
▪ Le contrôle interne du cycle personnel est-il à priori déficient ?	NON
▪ Existe-t-il des risques ou réglementations spécifiques au marché sur lequel l'entreprise opère ?	NON
RISQUE INHERENT AU CYCLE EMPRUNT ET DETTES FINANCIERES	
▪ Y a-t-il une variation importante des emprunts et dettes financières ?	OUI
RISQUE INHERENT AU CYCLE FONDS PROPRES	NON
▪ Y a-t-il une variation importante des fonds propres ?	OUI
▪ La société a-t-elle perdu ou est t-elle près de perdre la moitié de ses capitaux propres ?	OUI
▪ La réunion de planification avec les autres intervenants sur la mission	
RISQUE INHERENT AU CYCLE PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	NON
▪ Y a-t-il une variation importante de la provision pour risque et charges ?	NON
▪ Y a-t-il eu des événements susceptibles de donner lieu à la constitution de provision pour risque ?	NON
▪ Les audits précédents ont-ils fait paraître des problèmes de coupure ou de non prise en compte des provisions nécessaires ?	NON
RISQUE INHERENT AU CYCLE IMPOTS ET TAXES	
▪ L'entreprise a-t-elle connu des problèmes dans le cadre de contrôles fiscaux ?	NON
RISQUE INHERENT AUX AUTRES COMPTES	NON
▪ Y a-t-il une variation importante des autres actifs ?	
▪ L'entreprise a-t-elle tendance à optimiser le résultat comptable par activation ou étalement de ses charges ?	NON
▪ Y a-t-il une variation importante des autres passifs ?	NON
▪ Y a-t-il une variation importante des autres produits et charges ?	NON
▪ Y a-t-il des comptes courants d'associés ?	NON

RISQUE INHERENT A L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE	
▪ La direction est –elle insuffisamment sensibilisée à la prise en compte des textes légaux et réglementaire ?	NON
▪ Des opérations juridiques importantes sont-elles en cours ou prévues ?	NON
▪ Y a-t-il un nombre important de conventions réglementées ?	NON
▪ Existe-t-il des risques potentiels ou déclarés de disparition de l'affection societatis ou de divergences d'intérêt entre les actionnaires ?	NON
RISQUE INHERENT AU CYCLE VENTES/CLIENTS	
▪ Le type de clientèle crée-t-il des risques importants de non recouvrement ?	OUI
▪ Le pourcentage de créances provisionnées a-t-il évolué de façon significative ?	NON
RISQUE INHERENT AU CYCLE STOCKS	
▪ Les marges ont-elles varié de façon significative par rapport à l'exercice précédent ?	NON
▪ Y a-t-il risque de sous activité ?	NON
▪ Existe-t-il des risques spécifiques de dépréciation liés au marché ou à la nature de production ?	OUI
▪ Y a-t-il eu des modifications significatives dans la méthode de valorisation des stocks ?	NON
RISQUE INHERENT AU CYCLE IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES ET FINANCIERES	
▪ Constate t-on une variation importante des immobilisations corporelles depuis l'exercice précédent ?	NON
▪ Y a-t-il absence ou déficience de la politique d'investissement poursuivie par l'entreprise ?	NON
▪ Y a-t-il des signes d'obsolescence de l'outil de production ?	NON
▪ L'entreprise a-t-elle recours de manière significative à la location ou au crédit bail ?	NON
▪ Y a-t-il des frais de recherche et de développement immobilisés ?	NON
▪ Constate une variation importante des immobilisations financières ?	OUI

RISQUE INHERENT AU CYCLE TRESORERIE	
▪ La société est-elle en limite d'utilisation de ses concours bancaires à court terme ?	OUI
▪ Existe-t-il des mouvements de fonds importants non justifiés économiquement ?	NON
▪ Les titres de placement détenus présentent-ils un risque particulier ?	NON
▪ Les opérations de devises sont-elles complexes ou importantes ?	OUI
▪ La société a-t-elle une tendance habituelle à spéculer sur ses opérations en devises ?	OUI
▪	
RISQUE INHERENT AU CYCLE ACHATS/FOURNISSEURS	
▪ Le ratio de délai moyen des créances fournisseurs s'est-t-il dégradé ?	NON

RISQUE INHERENT AU CYCLE PERSONNEL	
▪ L'entreprise a-t-elle connu des problèmes dans le cadre de contrôles sociaux ?	NON
▪ Les conflits collectifs ou individuels sont-ils fréquents ?	NON
▪ Existe t-il des plans de restructuration en cours ou prévus ?	NON
▪ Le contrôle interne du cycle personnel est-il à priori déficient ?	NON
RISQUE INHERENT AU CYCLE EMPRUNT ET DETTES FINANCIERES	
▪ Y a-t-il une variation importante des emprunts et dettes financières ?	OUI
RISQUE INHERENT AU CYCLE FONDS PROPRES	
▪ Y a-t-il une variation importante des fonds propres ?	OUI
▪ La société a-t-elle perdu ou est t-elle près de perdre la moitié de ses capitaux propres ?	OUI
RISQUE INHERENT AU CYCLE PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	
▪ Y a-t-il une variation importante de la provision pour risque et charges ?	NON
▪ Y a-t-il eu des événements susceptibles de donner lieu à la constitution de provision pour risque ?	NON
▪ Les audits précédents ont-ils fait paraître des problèmes de coupure ou de non prise en compte des provisions nécessaires ?	NON
RISQUE INHERENT AU CYCLE IMPOTS ET TAXES	
▪ L'entreprise a-t-elle connu des problèmes dans le cadre de contrôles fiscaux ?	NON
RISQUE INHERENT AUX AUTRES COMPTES	
▪ Y a-t-il une variation importante des autres actifs ?	
▪ L'entreprise a-t-elle tendance à optimiser le résultat comptable par activation ou étalement de ses charges ?	NON
▪ Y a-t-il une variation importante des autres passifs ?	NON
▪ Y a-t-il une variation importante des autres produits et charges ?	NON
▪ Y a-t-il des comptes courants d'associés ?	NON

(Source : Auteur)

Compte tenu des réponses à ces questions, on peut dire que pour la société Gamma, le risque inhérent existe sur les cycles suivants :

- Ventes/clients, en ce qui concerne le risque de non recouvrement des créances surtout pour la vente des menuiseries aluminium ;
- Stock, pour le risque de dépréciation des actifs en stocks due à la fluctuation du cours des devises, cette dernière pourrait aussi entraîner l'augmentation des pertes de changes sur les opérations effectués en devises ;
- Emprunts et dettes financières pour l'importance de la variation de ce cycle par rapport à l'année précédente ;
- Fonds propres, puisque pour l'année 2008, les capitaux propres de Gamma S.A sont devenus négatifs entraînant un risque de dissolution anticipée de la société ou à une réduction du capital social.

L'auditeur évalue le risque d'audit en fonction de son jugement professionnel. Présentons sous forme de tableau l'évaluation du risque inhérent pour la société Gamma.

Tableau n°3: EVALUATION DU RISQUE INHERENT POUR LA SOCIETE GAMMA

Cycle	Risque inhérent
Secteur d'activité	Faible
Environnement	Faible
Ventes/Clients	Elevé
Stocks	Elevé
Immobilisations	Faible
Trésorerie	Moyen
Achats/fournisseurs	Moyen
Personnel	Faible

(Source : Auteur)

Après avoir évalué les risques inhérents de la société Gamma, évaluons ses éventuels risques liés aux contrôles.

1.2. Evaluation du risque lié au contrôle

Le tableau en annexe (Cf. Annexe 2) illustre le questionnaire d'évaluation des risques liés au contrôle permettant l'évaluation préliminaire du système de contrôle interne mis en place par l'entité. Compte tenu des réponses à ces questionnaires, résumons sous forme de tableau la synthèse des risques liés au contrôle de la société Gamma par cycle d'exploitation.

Tableau n°4: RESUMER DES PRINCIPAUX RISQUES LIES AU CONTROLE DE LA SOCIETE GAMMA

	RISQUES LIES AU CONTROLE
Environnement général de control interne	<ul style="list-style-type: none">– Risque de confusion de tâche suit à l'inexistence du manuel de procédure ;– Inexistence de comparaison entre budget et réalisation
Système de traitement et d'information	<ul style="list-style-type: none">– Non établissement d'une cartographie des systèmes d'information ;– Risque de non fiabilisation du solde des stocks (gérer sur Excel)
Cycle ventes/clients	<ul style="list-style-type: none">– Inexistence de suivi et de valorisation régulière des commandes non livrés entraînant un risque de non maîtrise des coûts;– Inexistence des justificatifs de soldes éditées automatiquement entraînant un risque de non justification des soldes.
Cycle stocks	<ul style="list-style-type: none">– Risque de vol suit à l'inexistence de liste de personnel autorisé à entrée dans le magasin de stockage ;– Risque de sous évaluation ou de sur évaluation des stocks suit à l'inexistence d'une procédure d'inventaire physique ;– Risque de non justification de solde suit à l'inexistence de rapprochement entre l'inventaire

	physique et l'inventaire permanent et à l'inexistence de procédure pour déterminer les provisions pour dépréciation; – Risque de non fiabilité de solde comptable suit à l'insuffisance de suivi régulier en valeur du stock.
Cycle Immobilisation	– Risque de non justification de solde suit à l'inexistence de rapprochement entre l'inventaire physique et le fichier d'Immobilisation ; – Risque de vol suit à l'inexistence de procédure de cession.
Cycle trésorerie	– Pas de risque particulier.
Cycle achats/fournisseurs	– Risque de non maîtrise des coûts suit à l'inexistence d'une valorisation régulière des commandes en cours.
Cycle personnel	– Pas de risque particulier.

(Source : Auteur)

Les risques liés aux contrôles ainsi identifiés, présentons sous forme de tableau l'évaluation de ces risques pour le cas de la société Gamma.

Tableau n°5: EVALUATION DU RISQUE LIE AU CONTROLE
POUR LA SOCIETE GAMMA

Cycle	Risque lié au contrôle
Secteur d'activité	-
Environnement	Moyen
Ventes/Clients	Moyen
Stocks	Elevé
Immobilisations	Moyen
Trésorerie	Faible
Achats/fournisseurs	Moyen
Personnel	Faible

(Source : Auteur)

Sachant que le risque inhérent associé avec le risque lié au contrôle forme le risque d'anomalie significative, le tableau ci-après démontre l'évaluation de ce risque pour la société Gamma.

Tableau n 6: EVALUATION DU RISQUE D'ANOMALIE SIGNIFICATIVE

Cycle	Risque inhérent	Risque lié au contrôle	Risque d'anomalie significative
Secteur d'activité	Faible	-	-
Environnement	Faible	Moyen	Moyen
Ventes/Clients	Elevé	Moyen	Elevé
Stocks	Elevé	Elevé	Elevé
Immobilisations	Faible	Moyen	Moyen
Trésorerie	Moyen	Faible	Faible
Achats/fournisseurs	Moyen	Moyen	Moyen
Personnel	Faible	Faible	Faible

(Source : Auteur)

Durant la phase de l'analyse du risque d'audit en début de mission, il est aussi nécessaire d'apprécier le niveau du risque d'audit par cycle au niveau des assertions. Ainsi, pour le cas de la société Gamma, résumons dans le tableau ci-dessous le degré de risque par cycle au niveau de chaque assertion.

Tableau n°7: APPRECIATION DES RISQUES PAR CYCLE AU NIVEAU DES ASSERTIONS

	Ventes /clients	Stock	Immobilisation	Trésorerie	Achats/fournisseurs	Personnel
Exhaustivité	Faible	Elevé	Moyen	Moyen	Elevé	Moyen
Evaluation	Moyen	Elevé	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
Classification	Moyen	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Faible
Séparation des exercices	Elevé	Moyen	Faible	Faible	Moyen	Faible
Réalité	Moyen	Moyen	Moyen	Faible	Elevé	Moyen
Existence	Faible	Elevé	Moyen	Faible	Faible	Faible
Droits et obligations	Faible	Moyen	Moyen	Faible	Moyen	Faible
Appartenance	Faible	Moyen	Moyen	Faible	Moyen	Moyen
RISQUE GLOBAL	Moyen	Elevé	Moyen	Moyen	Moyen	Faible

Source : Auteur

L'élaboration du programme de travail relatif à la mission de Commissariat aux comptes de la société Gamma tiendra compte du niveau de risque au niveau de chaque assertion par cycle. Par exemple, si le cycle stock a un niveau de risque élevé sur l'assertion « Existence », alors les travaux d'assistance à l'inventaire physique seront mis en exergue dans le programme de travail relatif à ce cycle.

2. Identification des systèmes et domaines significatifs

Après avoir pris connaissance de l'entreprise et apprécier les risques inhérents, l'auditeur doit déterminer un seuil de signification qui lui permettra d'identifier les systèmes et domaines significatifs sur lesquels portera prioritairement son attention.

2.1. Seuil de signification

D'après la doctrine comptable, le seuil de signification est compris entre 5 et 10% du résultat avant impôt, du résultat net, des capitaux propres, de l'actif total, du chiffre d'affaires, etc. Cependant, l'auditeur pourra lors de la planification des travaux d'audit, fixer délibérément le seuil de signification à un niveau inférieur à celui prévu pour évaluer les résultats de l'audit. Ceci évite parfois que les anomalies ne soient pas détectées et ménage une marge de sécurité pour l'auditeur lors de l'évaluation de l'incidence des anomalies découvertes pendant l'audit.

Pour la société Gamma, le seuil de signification retenu est de 5% du résultat et de 10% de la masse bilancielle. Toutefois, le présent seuil de signification étant déterminé avant la fin de l'exercice, il pourra évoluer en cours de mission en fonction des circonstances ou des connaissances de l'auditeur.

2.2. Systèmes et domaines significatifs

D'une manière générale, les systèmes significatifs sont ceux qui traitent des données répétitives pouvant avoir une incidence significative sur les comptes annuels tandis que les domaines significatifs concernent les comptes pouvant receler des erreurs dont le montant serait supérieur au seuil de signification.

Ces systèmes et domaines peuvent être identifiés à partir des comptes annuels de l'exercice, autrement dit, à partir des états financiers de l'exercice révisé.

Tableau n°8: ANALYSE DES DONNEES CONTENUES DANS LES ETATS FINANCIERS DE GAMMA AU 31/12/2008

ACTIF	31 DECEMBRE 2008	
	MONTANTNET	% TOTAL BILAN
ACTIFSNONCOURANTS		
Immobilisations incorporelles	43 520.18	0.00%
Immobilisations corporelles	15 024 904 246.45	34.21%
Immobilisations en cours	85 917 742.43	0.20%
Immobilisations financières	3 294 901 802.00	7.50%
ACTIFSCOURANTS		
Stocks de marchandises	12 321 748 165.15	28.05%
Créances et emplois assimilés	11 327 285 181.50	25.79%
Clients et autres débiteurs	3 295 889 687.50	7.50%
Autres créances et actifs assimilés	7 150 596 474.00	16.28%
Trésorerie	2 747 247 200.12	6.25%
TOTALDESACTIFS	43 921 248 837.83	100.00%
PASSIF		
CAPITAUXPROPRES	MONTANT	% TOTAL BILAN
Capital	1 197 776 000.00	2.73%
Réserve	2 628 662.89	0.01%
Report à nouveau débiteur	-2 302 892 196.00	-5.24%
Report à nouveau créditeur	1 566 151 524.82	3.57%
Résultat de l'exercice	-1 654 156 054.00	-3.77%
PASSIFSNONCOURANTS		
Dettes financières	16 911 256 644.22	38.50%
PASSIFSCOURANTS		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 513 548 852.13	3.45%
Provisions et produits constatés d'avance	144 530 647.41	0.33%
Autres dettes	11 638 328 258.89	26.50%
Découverts bancaires	14 904 076 497.89	33.93%
TOTAL DES PASSIFS	43 921 248 838.25	100.00%

COMPTES DE CHARGES	MONTANT	% TOTAL CHARGES
Achats consommés	4 750 573 719.66	23.95%
Achats	6 756 656 431.23	34.06%
Charges externes	1 279 822 865.41	6.45%
Impôts et taxes	1 007 971 716.53	5.08%
Charges de personnel	922 621 903.98	4.65%
Autres charges d'exploitation	26 732 155.18	0.13%
Dotation aux amortissements	1 221 726 274.87	6.16%
Charges financières	3 868 675 340.79	19.50%
TOTAL DES CHARGES	19 834 780 407.65	100.00%
COMPTES DE PRODUITS	MONTANT	% TOTAL PRODUITS
Chiffre d'affaires	9 423 257 160.23	82.13%
Produits annexes	344 374 110.84	3.00%
Autres produits d'exploitation	11 333 909.61	0.10%
Produits financiers	1 694 160 897.65	14.77%
TOTAL DES PRODUITS	11 473 126 078.33	100.00%

(Source : Etats Financiers de Gamma au 31/12/08)

Il ressort de la situation au 31/12/08 que les cycles suivants peuvent être jugés comme significatifs :

- le cycle Immobilisation qui représente 34% du total du bilan ;
- le cycle stock qui représente 28% du total du bilan ;
- le cycle « ventes/clients » dont les ventes représentent 82% des produits et les clients 26% du bilan ;
- le cycle « Achat » sachant que les « achats consommés », et « services extérieurs » représentent respectivement, 24% et 34% du total des charges.

Sont aussi considérer comme significatif :

- les « Autres dettes » qui représentent 26% du total du bilan ;
- les « Découverts bancaires » qui représentent 34% du total du bilan ;
- les « charges financières » qui représentent 20% du total des charges ;
- les « produits financiers » qui représentent 20% du total des produits.

Le tableau ci après résume l'évaluation de l'incidence de matérialité au niveau de chaque cycle.

Tableau n° 9: EVALUATION DE L'INCIDENCE DE MATERIALITRE POUR LA SOCIETE GAMMA

Cycle	Incidence de matérialité
Ventes/Clients	Elevé
Stocks	Elevé
Immobilisations	Elevé
Trésorerie	Faible
Achats/fournisseurs	Elevé
Personnel	Moyen

(Source : Auteur)

Pour classer les risques par ordre d'importance, il y a lieu d'évaluer le risque global au niveau de chaque cycle. L'évaluation du risque global porte sur la combinaison du niveau de risque inhérent, du risque lié au contrôle, du risque de non détection et de l'incidence de matérialité du cycle.

Résumons sous forme de tableau le degré d'importance des risques par cycle.

Tableau n°10: SYNTHESE DU NIVEAU DES RISQUES PAR CYCLE

Cycle	Risque inhérent	Risque lié au contrôle	Risque de non détection	Incidence de matérialité	Risque global
Secteur d'activité	Faible	-	Faible	-	Faible
Environnement	Faible	Moyen	Moyen	-	Moyen
Ventes/Clients	Elevé	Moyen	Moyen	Elevé	Elevé

Stocks	Elevé	Elevé	Faible	Elevé	Elevé
Immobilisations	Faible	Moyen	Moyen	Elevé	Moyen
Trésorerie	Moyen	Faible	Moyen	Faible	Faible
Achats/fournisseurs	Moyen	Moyen	Moyen	Elevé	Moyen
Personnel	Faible	Faible	Faible	Moyen	Faible

Source : Auteur

Comme nous pouvons le voir sur ce tableau, le risque global est élevé au niveau des cycles ventes/clients et du cycle stocks pour la société Gamma. Ces derniers sont donc des cycles à risques. Le programme de travail que l'auditeur va mener au cours de la mission sera fonction du degré de risque et de l'évaluation de contrôle interne de chaque cycle. L'objectif de ce programme de travail est de réduire le risque d'anomalie significative (risque inhérent et risque lié au contrôle) à un niveau suffisamment faible.

3. Elaboration du mémorandum d'approche

Le Mémorandum d'approche comprend essentiellement le contexte de la mission, les états financiers synthétiques comparés de l'entité auditée, le programme de travail ainsi que la répartition des tâches au niveau de l'équipe d'audit. Le mémorandum d'approche est élaboré par le Senior et validé par son supérieur hiérarchique, le senior manager dans notre cas.

3.1. Contexte de la mission

Le contexte de la mission décrit la problématique de la mission à savoir : la définition de la mission, le profil économique de l'entreprise, les règlements spécifiques pour la société, le système de management et l'organisation ainsi que la synthèse des principaux risques et seuil de signification retenue pour la mission.

Dans notre cas, la mission du cabinet a pour objet la révision légale des comptes de Gamma S.A. au 31 décembre 2008 en vue d'émettre une opinion sur la sincérité et la régularité des états financiers ainsi que sur l'image fidèle de la situation financière et du patrimoine de la société. L'intervention du cabinet pour l'audit des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 comporte les phases ci après :

- phase préliminaire;

- phase finale pour la révision des comptes arrêtés au 31 décembre 2008.

–

Le profil économique de la société présente la société et son activité principale, tel que nous l'avons déjà vu dans la première partie, les événements significatifs au cours de l'exercice sous revue ainsi que les données chiffrées (Etats financiers). Pour Gamma S.A., il n'existe pas d'évènement significatif au cours de 2008. Les états financiers de la société seront présentés en annexe (Cf. Annexe n°3).

Le planning indicatif de notre intervention est présenté dans le tableau ci après :

Tableau N°12: PLANIFICATION DE LA MISSION POUR GAMMA S.A.

TRAVAUX	NOMBRE DE JOURS
<p><u>Phase 1 : Phase préliminaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Mise à jour de notre connaissance de l'environnement de la Société et des événements significatifs de la période sous revue. 	<p>01 au 03 avril 2009</p>
<ul style="list-style-type: none"> Identification et évaluation des risques. Préparation de la liste des tiers à circulariser (banques, fournisseurs, ...) Prise de connaissance des principaux cycles des états financiers (immobilisations, créances, trésorerie et équivalents de trésorerie, capitaux propres, dettes, charges, produits, autres comptes) et revue analytique. 	
<p><u>Phase 2 : Phase finale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Analyse des comptes arrêtés au 31 décembre 2008 (immobilisations, stocks, trésorerie et équivalents de trésorerie, créances, capitaux propres, dettes, charges, produits, autres comptes). Réunion de validation des éventuelles écritures de redressement après l'audit des comptes sociaux (réunion de restitution). Remise de la version projet des rapports de l'Auditeur. Rapport de l'Auditeur composé d'un rapport général et des états financiers selon le PCG 2005 Lettre à la Direction consignant le suivi de nos recommandations antérieures et nos commentaires et recommandations sur les procédures administratives et comptables ainsi que sur le système de contrôle interne de la période sous- revue. Recueil des observations de GAMMA S.A. Remise des rapports définitifs 	<p>06 au 24 avril 2009</p> <p>25 août 2009</p> <p>04 mai 2009</p> <p>11 mai 2009</p> <p>18 mai 2009</p>

(Source : Auteur)

Il est à noter que le respect de ce planning d'intervention sera fonction :

- de la mise à disposition en temps voulu des documents et informations nécessaires à la réalisation de la mission (états financiers selon le PCG 2005, à savoir : le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et l'annexe ainsi que les documents les supportant tels que balance, grands-livres, pièces justificatives et autres documents ou pièces nécessaires pour la justification des comptes) ;
- de l'obtention des états financiers définitifs tenant compte de toutes les écritures et observations proposées par l'Auditeur et validées et acceptées par Gamma S.A.

3.2. Programme de travail et répartition des tâches

Le programme de travail décrit les travaux qui seront effectués au cours de l'examen des comptes ainsi que le temps nécessaire pour leurs accomplissements. La répartition de tâches illustrera les cycles d'audit attribués à chaque membre de l'équipe.

3.2.1. Programme de travail

Compte tenu des risques identifiés et du résultat de l'analyse du système de contrôle interne, le programme de travail pour la mission de Commissariat aux Comptes de la société GAMMA S.A. sera présenté en annexe. (Cf. Annexe 4)

3.2.2. Répartition des tâches

La mission est placée sous la responsabilité d'un « Partner » (Associé) qui est un expert comptable et financier inscrit au tableau A de l'Ordre des Experts Comptables et Financier de Madagascar. Sous la direction de ce dernier, et d'un « Senior Manager » (Fondé de pouvoir), les travaux sur terrain seront réalisés par un « Senior » (Responsable de mission), et par deux « Junior » (Assistant opérationnel).

Tous les cycles (Immobilisation, Ventes/Clients, Stocks, Trésorerie, Achats/Fournisseurs, Personnel, ...) seront traités par les deux « Junior » et supervisés par le « Senior ».

Seuls les cycles traités par les Juniors seront développés dans l'étude de cas étant donné que nous avons effectué un stage en tant qu'auditeur Junior auprès du Cabinet Mazars Fivoarana.

Parallèlement à l'élaboration du mémorandum d'approche, l'auditeur rédige une lettre de mission destinée à la direction de la société. Cette lettre illustre l'étendue et l'organisation de la mission ainsi que le budget des honoraires et des débours. L'étendue de la mission décrit les grandes phases de l'audit et les normes internationales d'audit qui seront appliquées. L'organisation de la mission décrit le planning indicatif de la mission détaillant les grandes lignes des phases de l'audit, ainsi que les dates indicatives pour leurs accomplissements. Le budget des honoraires et débours indique le montant total de ces derniers et leur mode de paiement.

Ce chapitre nous a montré la phase préliminaire relative à la mission de Commissariat aux comptes au 31 décembre 2008 pour la société Gamma. Les risques étant identifiés, nous les avons classifiés par ordre d'importance et par la suite, nous avons détectés les cycles à risques (stocks et ventes/créances). Puis, nous avons établi un programme de travail pour la mission relatif à ces risques. Voyons maintenant dans un autre chapitre, la phase finale ou l'examen des comptes de la société Gamma arrêté au 31 décembre 2008.

Chapitre II : REVUE FINALE ET ACHEVEMENT DE L'AUDIT

La phase finale concerne en majeure partie l'analyse des comptes arrêtés au 31 décembre 2008 pour la société Gamma. L'examen des comptes se fait au niveau de chaque cycle d'audit, au cours des travaux, les juniors sur terrain établissent un mémorandum de section relative à ces derniers. L'objectif pour le mémorandum de section est de mettre en valeur les points clés du travail effectué ou du cycle audité et de permettre à la personne révisant le travail de se faire une opinion sur les soldes comptables inclus dans la section. Ce mémorandum est à rédiger au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Il contient essentiellement : les objectifs d'audit, les chiffres clés, les travaux effectués, les principaux constats et la conclusion pour le cycle concerné.

1. Examen des comptes

Pour cette phase de l'examen des comptes, nous allons présenter les objectifs d'audit relatif à chaque cycle, puis les travaux effectués et les chiffres clés et enfin, les principaux constats et conclusions. En effet, il s'agit des résultats des travaux effectués sur terrain.

1.1. Immobilisations

1.1.1. Objectifs d'audit

Les objectifs d'audit pour le cycle Immobilisation compte tenu des risques identifiés consistent à s'assurer que toutes les Immobilisations sont :

- réelles, appartiennent à l'entreprise et sont correctement protégées ;
- correctement imputées, totalisées et centralisées.

1.1.2. Travaux effectués

Les travaux effectués sur le cycle Immobilisation se résument comme suit :

- Récupération du tableau de mouvement des Immobilisations ;
- Vérification arithmétique du tableau d'amortissement extra comptable des Immobilisations ;
- Vérification par sondage des principales acquisitions et cessions ;

– Récupération du PV d'inventaire physique des Immobilisations pour l'année 2008.

1.1.3. Chiffres clés

Les mouvements des immobilisations arrêtés au 31 décembre 2008 se récapitulent comme suit :

Tableau n°13: TABLEAU DE MOUVEMENT DES IMMOBILISATIONS AU COURS DE 2008

(En Ariary)

RUBRIQUES	31/12/2007	ACQUISITION	CESSI ON	RECLASSEMEN T	31/12/2008
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 646 810.00	0	0	0	6 646 810.00
Frais de constitution	151 260.00	0	0	0	151 260.00
Matériel administratif	6 495 550.00	0	0	0	6 495 550.00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 073 877 626.24	687 603 440.01	0	1 070 609 900.51	21 832 090 966.76
Terrains	2 265 160 302.60	266 465 516.00	0	0	2 531 625 818.60
Terrains bâtis	16 800 000.00	0	0	0	16 800 000.00
Terrains	2 281 960 302.60	266 465 516.00	0	0	2 548 425 818.60
Construction	13 260 713 044.19	3 265 401.75	0	363 300 964.05	13 627 279 409.99
Matériel et outillage	1 422 739 647.99	86 808 534.39	0	0	1 509 548 182.38
Matériel de transport	408 242 000.99	22 560 000.00	0	0	430 802 000.99
Installation électrique	325 612 186.26	105 586 711.54	0	0	431 198 897.80
AAI	1 983 220 883.46	192 082 754.63	0	707 308 936.46	2 882 612 574.55
Matériel et Mobilier de Bureau	137 046 545.96	7 821 735.70	0	0	144 868 281.66
Matériel informatique	78 727 183.00	2 668 000.00	0	0	81 395 183.00
Matériel et Mob de logt	175 615 831.79	344 786.00	0	0	175 960 617.79
Autres immobilisations corporelles	2 700 222 630.47	308 503 987.87	0	707 308 936.46	3 716 035 554.80
IMMOBILISATIONS EN COURS	1 072 014 276.91	84 513 366.03	0	-1 070 609 900.51	85 917 742.43
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 197 798 400.00	2 097 103 402.00	0	0	3 294 901 802.00
TOTAL	22 350 337 113.15	2 869 220 208.04	0	0	25 219 557 321.19

(Source : Etats financiers de la société Gamma)

Les acquisitions D'immobilisations corporelles concernent essentiellement les reclassements des immobilisations en cours au 31 décembre 2007 pour un montant d'Ar 1 070 609 900,51, en construction pour Ar 363 300 964,04 et en Agencement et Aménagement de Constructions pour Ar 707 308 936,46.

Les titres de participation souscrits en 2008 concernent les actions acquises auprès des sociétés IFALIANA et Société ANDRAINA, pour les montants respectifs d'Ar 2 086 105 902,00 et d'Ar 10 997 500.

1.1.4. Principaux constats et conclusion

Les principaux constats pour le cycle Immobilisation se résume comme suit :

- Non réalisation de l'inventaire physique des Immobilisations au cours de l'exercice 2008 ;
- Non inscription dans le tableau des Immobilisations des codes des Immobilisations.

1.2. Ventes/clients

1.2.1. Objectifs d'audit

Pour le cas de la société Gamma, les objectifs d'audit pour le cycle ventes/clients compte tenu des risques identifiés consistent à s'assurer que :

- toutes les ventes sont comptabilisés et correspondent à des opérations réelles ;
- les ventes enregistrées sont correctement imputées et correctement évaluées ;
- les ventes et/ou les avoirs sont enregistrés sur la bonne période.

1.2.2. Travaux effectués

Les travaux effectués sur le cycle ventes/clients se résument comme suit :

- Recensement des nouveaux contrats conclus en 2008 ;
- Vérification par sondage l'exhaustivité de la facturation (Commercial) par rapport à la comptabilité ;
- Vérification des règlements en période subséquente des soldes des clients par rapport à l'apurement des soldes ;
- Vérification par sondages des factures ;
- Vérification de l'évaluation des créances en devises ;
- Vérification de l'exhaustivité et de l'exactitude du calcul des produits constatés d'avances ;
- Test de cut-off sur les ventes.

1.2.3. Chiffres clés

Rappelons que les ventes de Gamma S.A. concernent essentiellement, les loyers et les ventes de travaux Aluminium

a) . Ventes de Gamma S.A.

Le tableau ci-après récapitule les ventes de la société au 31 décembre 2008 par rapport à celui de l'année précédente.

Tableau n°14: VARIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRE DE GAMMA S.A.

(En Ariary)

Libellé	Montant au 31/12/2008	Montant au 31/12/2007	Variation	
			En valeur	En %
Ouvrage aluminium	4 694 752 994,68	6 490 255 521,67	(1 795 502 526,99)	(28%)
Loyers	4 233 201 942,47	4 487 979 236,45	(254 777 293,98)	(6%)
Charges locatives	495 302 223,08	535 394 432,92	(40 092 209,84)	(7%)
TOTAL	9 423 257 160,23	11 513 629 191,04	(2 090 372 030,81)	(18%)

(Source : Compte de résultat de Gamma S.A. arrêté au 31 décembre 2008)

D'après ce tableau, on constate une diminution générale des ventes de l'ordre de 18% au 31 décembre 2008 par rapport à celui de l'année précédente. Cette baisse est due essentiellement à la diminution des ventes de travaux aluminium, Ar 4 694 752 994.68 au 31 décembre 2008 contre Ar 6 490 255 521,67 au 31 décembre 2007, soit une baisse de l'ordre de 28%.

b) Créances clients de Gamma S.A.

Présentons sous forme de tableau la variation du poste clients et autres débiteurs de la société Gamma.

Tableau n°15: VARIATION DU POSTE CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS DE GAMMA S.A.

(En Ariary)

Libellé	Montant au 31/12/2008	Montant au 31/12/2007	Variation	
			En valeur	En %
Clients ordinaires	2 253 616 136,28	2 759 525 854,31	-505 909 718,03	-18%
Clients douteux et litigieux	880 799 020,00	880 799 020,00	0,00	0%
Factures à établir	1 042 273 551,22	92 502 060,79	949 771 490,43	1027%
TOTAL	4 176 688 707,50	3 732 826 935,10	443 861 772,40	12%

(Source : Bilan de Gamma S.A .arrêté au 31 décembre 2008.)

D'après ce tableau, le poste clients et autres débiteurs ont augmentés de 12%, Ar 4 176 688 707,50 au 31 décembre 2008 contre Ar3 732 826 935,10 au 31 décembre 2007. Comme nous pouvons constatés, cette hausse est relative à l'augmentation de 1027% des factures à établir. Le solde de cette rubrique englobe les montants des travaux terminés et de diverses refacturations non encore facturés au 31 décembre 2008. On constate aussi que les créances douteuses et litigieuses ont déjà fait l'objet d'une constatation de pertes de valeur en totalité au 31 décembre 2008.

Dans la rubrique « Autres dettes », les clients créditeurs présentent un solde d'Ar 912 255 328,06 au 31 décembre 2008 contre Ar 632 555 641,95 au 31 décembre 2007, soit une augmentation de 69% de ce poste. Il s'agit des avances et acomptes versés par les clients sur les commandes non encore honorés par GAMMA SA à la fin de l'exercice 2008.

1.2.4. Principaux constats et conclusion

Les principaux constats pour le cycle ventes/clients peuvent se résumer ainsi :

– Diminution du chiffre d'affaire de l'exercice de 18% suit à l'existence de résiliation de contra de bail entre les sociétés FITY, ESPOIRE, SOA et la société Gamma. Cette diminution est aussi causée par l'achèvement de gros travaux en menuiserie aluminium avec les sociétés Fanantenana et Xavier construction.

- Non disponibilité du contrat de bail commercial entre la société Enjana et Gamma.
- Inexistence d'un service spécifique de contrôle de crédit auprès de Gamma.
- Non cohérence des données du service commercial avec ceux de la comptabilité.

1.3. Stocks

1.3.1. Objectifs d'audit

Pour le cas de la société Gamma, les objectifs d'audit compte tenu des risques identifiés consistent à s'assurer que :

- tous les stocks sont protégés et appartiennent à l'entreprise ;
- les procédures mises en place dans l'entreprise permettent une saisie exhaustive des mouvements physiques des stocks ;
- les stocks sont correctement évalués et appartiennent à l'entreprise.

1.3.2. Travaux effectués

Les travaux effectués par les Auditeurs au cours de leur mission se résument comme suit :

- Récupération des états d'inventaire physique des stocks au 31 décembre 2008 (récapitulatifs et PV) et rapprochement avec la situation comptable ;
- Analyse des écarts entre les quantités de l'inventaire permanent (fiche de stock) et ceux de l'inventaire physique. ;
- Test de vraisemblance de calcul des stocks finaux ;
- Vérification par sondage le calcul du prix de revient des stocks ;
- Vérification de l'application des procédures de stocks.

1.3.3. Chiffres clés

Le tableau ci-dessous nous montrera la variation des stocks de marchandises de la société Gamma au 31 décembre 2008 par rapport au 31 décembre 2007.

Tableau n°16: VARIATION DES STOCKS DE MARCHANDISES DE GAMMA
S.A. AU 31/12/08

(En Ariary)

Libellé	Montant au 31/12/2008	Montant au 31/12/2007	Variation	
			En valeur	En %
Stocks de marchandises	12 321 748 165,15	10 315 665 453,58	2 006 082 711,57	19%

(Source : Bilan de Gamma S.A .arrêté au 31 décembre 2008.)

D'après ce tableau, on constate une augmentation de 19% des stocks de marchandises. Cette augmentation est relative à hausse du prix de revient des matières premières, autrement dit, à la dépréciation de l'Ariary par rapport aux devises sachant que ces matières premières proviennent de l'étranger. Les stocks et en cours de Gamma S.A. d'un montant total de Ar 12 321 748 165,15 sont constitués principalement par les stocks de Barres Aluminium et accessoires (Ar 9 494 649 137,00), et de vitres (Ar 2 827 099 028,15).

1.3.4. Principaux constats et conclusion

Les principaux constats pour le cycle stock se résument ainsi :

- Inexistence de bon d'entrée en stock ;
- Non rapprochement entre quantité théorique celle inventorié ;
- Valorisation du stock suivant le dernier prix de revient ;
- Inexistence de suivi des stocks de déchets d'aluminium ;
- Existence d'écart entre quantité inventoriée et celle du dernier mouvement ;
- Non présence systématique du responsable des stocks lors des sorties d'articles en magasin ;
- Utilisation du tableur Excel pour le suivi des articles en stocks ;
- Non inscription des références des articles sur les bons de sortie ;
- Non disponibilité de prix unitaire de certains articles.

Pour conclure, nous pouvons dire que les stocks de la société Gamma ne sont pas fiables compte tenu de nombreuses anomalies que nous avons constatées ci-dessus.

1.4. Trésorerie

1.4.1. Objectifs d'audit

Les objectifs d'audit pour le cycle trésorerie compte tenu des risques identifiés consistent à s'assurer que :

- Les opérations de trésorerie sont correctement enregistrées ;
- Les encaissements font l'objet d'un suivi.

1.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués sur le cycle trésorerie se résument comme suit :

- Exploitation du résultat des circularisation émanent des banques ;
- Vérification du respect du seuil des encaisses maximales et des espèces fixées par la direction ;
- Rapprochement des soldes portés sur les états de rapprochement bancaire avec les soldes sur les relevés bancaires au 31/12/08 ;
- Analyse des consistances des éléments en rapprochement.

1.4.3. Chiffres clés

Les disponibilités se détaillent comme suit au 31 décembre 2008 pour la société Gamma:

Tableau n°17: VARIATION DES DISPONIBILITES DE GAMMA S.A.

(En Ariary)

Libellé	Montant au 31/12/2008	Montant au 31/12/2007	Variation	
			En valeur	En %
BNI 00	0	121 788 488.56	-121 788 488.56	-100%
BNI EURO	2 289 589 796.61	1 321 787 101.58	967 802 695.03	73%
BMOI LOYER	262 055 418.45	295 945 676.64	-33 890 258.19	-11%
BMOI EURO	183 373 213.61	176 941 626.31	6 431 587.30	4%
BMOI DOLLARS	3 817 961.02	31 499 094.56	-27 681 133.54	-88%
UCB ARIARY	1 029 770.72	0	1 029 770.72	100%
UCB EURO	531 601.99	16 306 905.23	-15 775 303.24	-97%
BFV ARIARY	0.00	103 225 875.01	-103 225 875.01	-100%
CAISSE	6 849 437.72	33 878 094.38	-27 028 656.66	-80%
TOTAL	2 747 247 200.12	2 101 372 862.27	645 874 337.85	31%

(Source : Balance générale de la société Gamma au 31/12/08)

1.4.4. Principaux constats et conclusion

Les principaux constats pour le cycle stock se résument à l'inexistence de Procès Verbal d'arrêté de caisse au 31/12/08.

1.5. Achats/Fournisseurs

1.5.1. Objectifs d'audit

Les objectifs d'audit pour le cycle Achats/Fournisseurs compte tenu des risques identifiés consistent à s'assurer que :

- toutes les factures enregistrées correspondent à des achats réels ;
- tous les achats sont saisis et enregistrés ;
- tous les achats enregistrés sont correctement évalués.

1.5.2. Travaux effectués

Les travaux effectués sur le cycle Achats/Fournisseurs se résument comme suit :

- Vérification de l'exhaustivité des charges récurrentes ;
- Vérification de l'exactitude du calcul des charges constatées d'avances ;
- Exploitation du résultat de la circularisation des fournisseurs ;
- Vérification des règlements des soldes fournisseurs en période subséquente.

1.5.3. Chiffres clés

La consommation de l'exercice à augmenter de 52% suit à la hausse des achats en 2008. La consommation de l'exercice était d'Ar 3 114 814 931,18 en 2007 contre Ar 4 750 573 719,66 en 2008.

1.5.4. Principaux constats et conclusion

Aucune anomalie significative n'a été détectée dans le cycle achats/fournisseurs pour le commissariat aux comptes de l'année 2008.

1.6. Personnel

1.6.1. Objectifs d'audit

Les objectifs d'audit pour le cycle Personnel consistent à s'assurer que :

- Les charges relatives au personnel sont réelles et concernent l'entreprise ;
- Toutes les charges relatives au personnel sont enregistrées.

1.6.2. Travaux effectués

Les travaux effectués sur le cycle ventes/clients se résument comme suit :

- Récupération et vérification du tableau de mouvement du personnel au cours de 2008 ;

- Test de vraisemblance sur l'augmentation de salaire relative à l'année 2008 ;
- Vérification des cotisations sociales déclarés et payées et rapprochement avec celui des la comptabilité ;
- Vérification de la consistance des soldes des comptes OSTIE et CNAPS.

1.6.3. Chiffres clés

Les charges de personnel a connu une hausse de l'ordre de 10% suit à l'augmentation du salaire par rapport à l'exercice 2007.

1.6.4. Principaux constats et conclusion

Aucune anomalie significative n'a été détectée dans le cycle Personnel pour le commissariat aux comptes de l'année 2008.

2. Achèvement de l'audit

La rédaction d'un mémorandum relatif à la mission de commissariat aux comptes au 31 décembre 2008 de la société Gamma nécessite à priori, la revue des papiers de travail et l'obtention de la lettre d'affirmation. Puis, l'auditeur examine les éléments post clôtures pouvant avoir des influences sur la continuité d'exploitation de l'entité. En dernier lieu, il relève les points faibles significatifs et émet des recommandations. La rédaction du mémorandum relatif à la mission se fera tel qu'il a été décrit dans l'article 724 de la loi n° 2003-036 du 30 janvier 2003 sur les sociétés commerciales.

2.1. Revue des papiers de travail et lettre d'affirmation

2.1.1. Revue des papiers de travail

Le Senior ainsi que le Senior Manager effectuent une revue des papiers de travail à la fin de la mission. C'est à partir de ces derniers que le Commissaire aux comptes tire ses conclusions concernant l'opinion à émettre. Le senior rédige par la suite le rapport version projet qui va être revue et valider par le Senior Manager et le Partner.

– 2.1.2. Lettre d'affirmation

A la fin d'une mission, l'auditeur doit préparer une lettre d'affirmation pour la direction de la société. La lettre d'affirmation constitue un complément de preuve nécessaire pour documenter les informations verbales obtenues et pour formuler les conclusions.

La lettre d'affirmation est un élément formel du dialogue avec la direction de la société. Elle rappelle à la direction de la société sa responsabilité dans la préparation des comptes et dans l'information communiquée à l'auditeur. Elle permet aussi à l'auditeur de faire prendre conscience à la direction de l'incidence sur les comptes d'informations qu'elle seule maîtrise. Enfin, la lettre d'affirmation permet à la direction de la société de s'assurer qu'il a tous les éléments d'information pour exprimer une opinion et éviter toute ambiguïté d'interprétation.

Cette lettre constitue pour l'auditeur un procédé de confirmation complémentaire de certains éléments.

La lettre émane de la direction et est adressée à l'auditeur et datée à la date la plus proche de celle du rapport d'audit. Elle est signée d'un ou plusieurs dirigeants tels que le DG, le DGA, le Directeur Financier.

2.2. Examen des événements post clôture

Pour la société Gamma, l'auditeur n'a identifié aucun événement post clôture relatif au commissariat aux comptes au 31 décembre 2008, jusqu'à l'émission du rapport définitif.

2.3. Point sur la continuité d'exploitation

Pour les cycles ventes/créances et le cycle stock de la société Gamma, aucun point significatif affectant la continuité d'exploitation n'a été constaté.

2.4. Recommandations

A partir de l'analyse des procédures administratives, budgétaires, comptables et financières ainsi que l'évaluation du système de contrôle interne, nous avons pu recenser les faiblesses, dysfonctionnements ou lacunes relevés lors de ses travaux de commissariat aux comptes. Les recommandations que nous allons proposer à la société sont celles relatives aux points d'audit identifiés au cours de la mission (Cf. Annexe 5)

2.5. Emission de l'opinion

Pour le Cabinet Mazars Fivoarana, les rapports relatifs aux missions de Commissariat aux comptes sont précédés par une lettre mentionnant les normes de révisions utilisées par l'auditeur, les limites inhérentes à l'audit, les résultats des travaux et la structure du rapport. Cette lettre est adressée à l'Assemblée Générale et signée par le « Partner » en charge de la mission.

Le rapport général présente l'opinion motivée des commissaires aux comptes sur la régularité et la sincérité des états financiers ainsi que sur l'image fidèle de la situation financière et du patrimoine de Gamma S.A. arrêtés au 31 décembre 2008. Pour notre cas, le rapport général contiendra le rappel de l'objet de la mission, la présentation du résultat de l'exercice, les normes appliqués au cours des travaux et enfin l'opinion. Voici l'opinion du Commissaire aux comptes pour l'arrêté de Compte de Gamma S.A

« À notre avis, compte tenu des diligences que nous avons accomplies selon les règles de la profession, nous sommes en mesure de certifier que les comptes annuels présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de Gamma S.A au 31 décembre 2008, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à la même date, conformément au Plan Comptable Général 2005 (PCG 2005). Nous attirons l'attention sur le fait que le montant des capitaux propres devient inférieur à la moitié du capital social. L'Administrateur Général est tenu de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu de procéder à la dissolution anticipée de la société en CA de perte de la moitié du capital social conformément à l'article 685 de la loi n° 2003 – 036 du 30 janvier 2004 sur les sociétés commerciales. Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital, d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social. »

Le rapport spécial contient les conventions réglementées et interdites ainsi que les rémunérations versées aux dirigeants sociaux (s'il existe) constatés au sein de la société. Pour notre cas, il s'agit seulement de voir les conventions réglementées et

interdites. Avant cela, l'auditeur rappelle la définition de ces deux conventions suivant la loi n°2003-036 du 30 janvier 2004 sur les sociétés commerciales.

2.5.1. Conventions réglementées

Pour le cas de Gamma S.A. Nous n'avons été avisés de l'existence d'une convention tombant sous le coup dudit article qui aurait été passée au cours de l'exercice 2008.

2.5.2. Conventions interdites

Pour Gamma S.A nous n'avons pas identifié l'existence de telles conventions dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2008.

Ainsi s'achève la deuxième partie de ce présent ouvrage. Rappelons que la problématique de ce mémoire consiste à savoir l'impact que pourrait avoir la mise en œuvre de l'audit financier suivant l'approche par les risques sur les cabinets d'audit. En effet, la mise en œuvre de cette approche a un impact sur les charges de travail supportées par le Cabinet en terme de Jours homme. Le tableau ci après démontre l'évolution de la charge de travail relatif à la mission de Commissariat aux comptes de Gamma S.A sur deux exercices.

Tableau n°18: EVOLUTION DU CHARGE DE TRAVAIL ENTRE 2007 ET 2008

	CAC 2007	CAC 2008	Ecart
Charges de Travail	30 J/H	40 J/H	10 J/H

(Source : Auteur)

Comme le démontre le tableau ci-dessus, les charges de travail supportées par le Cabinet ont augmentés de 10J/H. Il est à noter que pour le Commissariat aux comptes de l'exercice 2007, le Cabinet a utilisé l'approche classique de l'audit financier. Alors, la mise en œuvre de l'approche par les risques entraîne une augmentation des charges de travail pour le Cabinet.

En bref, nous avons constaté à travers la chronologie de l'audit financier suivant l'approche par les risques que les charges de travail requise pour cette approche sont supérieures à l'approche classique.

Normalement, les charges de travail supportées par un cabinet d'audit devraient diminuées ou rester constante d'une année à un autre compte tenu de l'expérience acquise au cours d'une mission. Par conséquent, le cabinet ne peut pas facturer plus aux clients compte tenu de l'application de l'approche par les risques.

Ainsi, existe-t-il un moyen pour améliorer la productivité de l'approche par les risques pour que les charges de travail soit le même, voir inférieur à celles de l'approche d'audit classique ?

TROISIEME PARTIE : PROPOSITION DE SOLUTION ET SUGGESTION

Des solutions sont proposées à deux reprises dans cette troisième partie. Il s'agit de celles données au niveau de la société GAMMA en premier lieu, puis au niveau du Cabinet MAZARS en second lieu. Pour la société Gamma, ce sont les solutions relatives aux recommandations du Commissaire aux comptes que nous allons proposer. Et pour le Cabinet Mazars, il s'agit d'une proposition de solution pour améliorer la productivité de la mise en œuvre de l'approche par les risques.

Chapitre I: PROPOSITION D'AMELIORATION DU SYSTEME COMPTABLE ET DE CONTROLE INTERNE DE GAMMA

Les de solutions proposées dans cette chapitre sera fonction de diverses anomalies et recommandations identifiés par le Commissaire aux comptes. Ainsi, nous allons proposés des solutions pour chaque cycle.

1. Proposition d'amélioration du système comptable

Deux propositions sont à proposer pour la société Gamma afin d'améliorer sa performance. Il s'agit de la mise en place d'une comptabilité analytique et de la proposition de rapprochement systématique entre les informations extracomptable et les informations comptables.

1.1. Mise en place d'une Comptabilité Analytique

L'objectif de la comptabilité générale est de donné une image fidèle du patrimoine de la situation financière et du résultat de l'entreprise. La mise en place d'une comptabilité analytique ou de gestion permet de compléter les informations fournies par la comptabilité générale. Son objectif est d'analyser plus finement l'exploitation, les composantes du résultat de l'entreprise et de l'expliquer. Ces outils permettent de mesurer la rentabilité des facteurs de production et de fixer les responsabilités.

Afin de mieux ajuster ses coûts, la mise en place d'une comptabilité analytique pour la société Gamma va lui permettre de valoriser ses travaux à chaque stade de la production et ainsi de donner une image fidèle aux données financières fournies par l'entreprise à un moment donné.

De plus, cette solution va permettre à l'entreprise de justifier en particulier le solde du compte stock, qui rappelons-le à comporter beaucoup d'anomalies lors de la

phase de l'examen des comptes. La comptabilité analytique permet de connaître en permanence l'état quantitatif des stocks. Ainsi, pour la préparation des devis ou pour le calcul des coûts de revient il est indispensable de connaître le prix de sortie des stocks d'une matière ou d'un produit.

1.2. Rapprochement systématique entre les données comptables et extra comptables

Le rapprochement systématique des données extra comptables avec la comptabilité permet à l'entreprise de minimiser les risques liés aux contrôles identifiés par le Commissaire aux comptes au cours de l'année 2008. Proposons un à un les solutions relatives à chaque faiblesses identifiés pour chaque cycle.

1.2.1. Immobilisations

Il est proposé à la société Gamma d'effectuer un inventaire physique des immobilisations au moins une fois par an. En effet, selon le PCG 2005, toute société devrait inventorier toutes ses Immobilisations au moins une fois par an. Par la suite, la direction doit mettre en place une procédure d'inventaire physique des Immobilisation. L'inventaire peut se faire à l'aide du registre des Immobilisation détenu par un service. Ci-après un exemple de registre des Immobilisations.

Tableau n°19 : EXEMPLE DE TABLEAU DE REGISTRE DES IMMOBILISATIONS

Désignation	Code	Catégorie	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition	Localisation	Responsable
...						
...						
...						

(Source : Auteur)

La colonne désignation contient la nature de l'Immobilisation, exemples : table, bourrettes, enseignes lumineuses. A côté de cette colonne figure le code apposé sur les Immobilisations si nécessaire. En effet, les codes des Immobilisations de Gamma ne sont pas inscrits sur le tableau des Immobilisations. Il est alors proposé à la société d'établir un tableau de registre des Immobilisations tel que l'exemple ci-dessus.

La colonne catégorie contient la classification des Immobilisations : matériel et mobilier de bureau (MMB), matériel et outillage, agencement aménagement et installation (AAI), ...

La date d'acquisition et la valeur d'acquisition des Immobilisations seront inscrites dans la quatrième et cinquième colonne.

La colonne localisation indique le bureau ou l'atelier où se trouve l'Immobilisation.

Et enfin, la colonne responsable désigne la personne qui utilise l'Immobilisation.

Avec le tableau de registre des Immobilisations, la société peut effectuer un comptage physique des Immobilisations et rapprocher le résultat de l'inventaire par rapport à la comptabilité.

1.2.2. Stocks

Pour le cycle stock, il est proposé à la société Gamma d'établir un Procès Verbal (PV) d'inventaire des stocks à chaque fin d'année. Ce PV est un document matérialisant l'existence d'un inventaire physique à une date donnée. Il doit être daté, comportant la mention « PROCES VERBAL D'INVENTAIRE PHYSIQUE DES IMMOBILISATIONS », et signé par ceux qui ont assistés à l'inventaire en question. Elle précise la désignation, la quantité, le prix unitaire et le prix totaux des articles en stocks.

Il est aussi proposé à la société Gamma de comparer les quantités inventoriées physiquement et les stocks théoriques et de faire expliquer les écarts éventuellement constatés par le responsable.

Sachant que les stocks de la société Gamma sont calculés suivant le dernier prix de revient, ce qui entraîne une sous-évaluation ou une surévaluation des stocks. Il est proposé à la société d'évaluer ses actifs en stocks suivant des méthodes d'évaluation de stocks CMUP ou FIFO prévues par le Plan Comptable Général 2005. Ci- après un exemple de fiche de stock rempli suivant la méthode des CUMP.

Tableau n°20: EXEMPLE DE FICHE DE STOCK REMPLI SUIVANT LA METHODE CUMP

Fiche de stock n°: 1								
Article: Vitres								
Code: A 912 C								
Date	Libellé	Entrée		Sorties		Stock		CUMP
		Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	
01/01/2008	SI	-	-	-	-	100	1000	10
10/01/2008	BE n°:1	50	650	-	-	150	1650	11
11/01/2008	BS n°: 1	-	-	20	220	130	1430	11
13/01/2008	BS n°: 2	-	-	30	330	100	1100	11
27/01/2008	BE n°:2	50	700			150	1800	12

(Source : Auteur)

SI : Stock Initial

BE : Bon d'Entrée

BS : Bon de Sortie

La colonne CUMP du tableau ci dessus a été remplie suivant la formule suivant :

$$\text{CUMP} = \frac{\text{Stock Initial en valeur} + \text{Somme des entrées en valeur}}{\text{Stock Initial en Quantité} + \text{Somme des entrées en Quantité}}$$

C'est la colonne CUMP du tableau ci-dessus qui va être rapprochée avec le stock théorique de la comptabilité à chaque arrêté de compte.

Actuellement, il existe des logiciels qui permettent de gérer automatiquement le stock suivant la méthode de valorisation choisie par l'entité. Ainsi, il est proposé à la société Gamma de mettre en place un de ces logiciels afin de gérer ses actifs en stocks compte tenu de l'importance de la valeur de ces derniers.

1.2.3. Trésorerie

Pour le cycle trésorerie, il est proposé à la société Gamma d'établir un PV d'arrêté de caisse pour chaque caisse à chaque fin d'exercice. Un PV d'arrêté de caisse est un document matérialisant l'existence d'un comptage physique des espèces en caisse à une date donnée. Il doit contenir un billeteage, c'est-à-dire le nombre de chaque billet ou monnaie existant, et la mention : « Arrêter à la somme de ... ». Il doit être daté et signé par les personnes présentes au moment de l'inventaire.

1.2.4. Ventes/clients

Pour le cycle ventes/clients, il est proposé à la société Gamma d'établir systématiquement un contrat de bail pour chaque locataire, et de formaliser par un contrat la mise en location des ses enseignes lumineuses. Si Gamma n'est pas capable d'établir ces contrats, il pourrait faire appel à un juriste spécialiste en la matière.

Ce premier point illustre les diverses propositions de solutions sur l'amélioration du système comptable vis-à-vis de la société Gamma. Voyons maintenant dans un second point les propositions de solution en ce qui concerne le système de contrôle interne de la société Gamma.

2. Proposition de solution sur le système de contrôle interne de Gamma

Pour l'amélioration de son système de contrôle interne, il est proposé à la société Gamma de mettre en place un manuel de procédure.

La mise en place d'un manuel de procédure va permettre à la Société Gamma d'éviter toute confusion de tâche, d'oubli ou d'omission de la part de chaque employé.

Un manuel de procédure devrait être consultable à tout moment auprès de la société afin que chaque individu sache exactement ce qu'il doit faire, et comment il doit le faire. Il doit être compréhensible pour tout le personnel de la société.

Si la société ne dispose pas de personnel compétent pouvant établir le manuel de procédure, elle devra faire appel à un spécialiste tel que les Cabinets d'études et de conseil pour l'élaboration de ce dernier.

L'établissement d'un manuel de procédure en bonne et due forme permet à l'entreprise de mieux contrôler son système de contrôle interne et d'engager chaque responsable sur ces obligations professionnelles. Elle permet aussi de répondre aux objectifs de contrôle interne mis en place par l'entité. En effet, cela permet de prévenir, de détecter et de corriger les erreurs ou autres anomalies qui peuvent survenir à la société. En d'autres termes, l'existence d'un manuel de procédure conditionne la qualité de l'environnement général de contrôle interne de la société Gamma.

Un manuel de procédure est nécessaire pour chaque cycle d'exploitation de l'entreprise. Il doit couvrir les cycles suivants :

- Cycle Immobilisation ;
- Cycle stock ;
- Cycle achat /fournisseur ;
- Cycle trésorerie ;
- Cycle personnel ;
- Cycles capitaux propres.

Chaque type d'opération ou d'événements au niveau de chaque cycles citée ci-dessus doit être décrit dans le manuel de procédure .Exemple, pour le cycle immobilisation le manuel de procédure y afférente couvre : la procédure d'acquisition, la procédure de comptabilisation, la procédure de sauvegarde du patrimoine, et enfin la procédure de cession.

Quelques procédures spécifiques doivent aussi figurée dans le manuel de procédure. Tels que :

- Procédure d'arrêté de caisse ;
- Procédure d'inventaire physique des Immobilisations ;
- Procédure d'inventaire physique des stocks.

Ce premier chapitre nous a permis de voir les propositions d'améliorations du système comptable et de contrôle interne de la société Gamma. Les solutions proposées ont été fonction de diverses anomalies et recommandations identifiées lors du Commissariat aux comptes de l'année en cours. Ces solutions vont permettre à la société d'améliorer son fonctionnement général et pourrait avoir un impact sur ses résultats. Le chapitre ci-après par contre, concerne l'amélioration de la méthode de travail du Cabinet Mazars Fivoarana compte tenu de l'application de l'audit financier suivant l'approche par le risque par ce dernier.

Chapitre II : PROPOSITION DE L'UTILISATION D'UN LOGICIEL D'AUDIT POUR LE CABINET

L'approche par les risques permet à l'auditeur de maîtriser son temps (jour homme) et de se concentrer sur les zones à risques qui méritent leur attention. Actuellement, les missions d'audit auprès du Cabinet Mazars Fivoarana sont menées de façon manuelle (tenu de dossier, feuilles de travail, revue de dossier, ...). Récemment, il existe des logiciels d'audit permettant d'effectuer une mission d'audit dans toute son intégralité. C'est pour cela d'ailleurs que dans ce deuxième chapitre on propose l'utilisation d'un logiciel d'audit pour le Cabinet. Mais avant de présenter ce logiciel, voyons tout d'abord la documentation des travaux d'audit du cabinet suivant l'approche par les risques.

1. Documentation des travaux d'audit

L'approche par les risques permet à l'auditeur d'alléger les contrôles du Commissariat aux Comptes sur des sections ou des zones de comptes sur lesquelles sa réflexion lui permet de penser que les risques sont faibles.

Entre autre, voici quelques qualités majeures de l'approche par les risques :

- permet l'anticipation des problèmes avant la clôture des comptes ;
- permet l'adaptation des contrôles sur les comptes à l'environnement de l'entité révisée ;
- répond aux désirs des entreprises de communiquer rapidement leur état finance ;
- permet d'économiser le temps au profit de nos clients et aussi de nous.

Mais cette approche nécessite une évaluation des risques en début de mission. Si cette dernière est effectuée manuellement, tel est le cas actuellement pour le Cabinet Mazars Fivoarana, cela prend beaucoup de temps et l'auditeur rencontre un certain nombre de difficulté au niveau de la réalisation de sa mission.

Rappelons tout d'abord les dossiers tenus par l'auditeur au cours de sa mission.

Pour une mission d'audit, l'auditeur tient trois types de dossier : le dossier permanent, le dossier management et le dossier de contrôle ou dossier de travail.

1.3. Le dossier permanent

Selon l'approche d'audit par les risques, le dossier permanent comprend :

- La fiche d'identification client ;
- Le secteur et type d'activité ;
- Les produits marchés et distribution de la société ;
- Les cycles et moyens d'exploitation ;
- Les chiffres clés.

Il est à noter que ces dossiers sont remplis manuellement et sont contenus dans un classeur.

1.4. Le dossier management

Selon l'approche d'audit par les risques, le dossier permanent comprend :

- Les entretiens d'approches ;
- La revue analytique ;
- Les questionnaires d'identification des risques ;
- Le plan de révision ;
- Le suivi des diligences normées ;
- Le budget et planning ;
- Les échanges avec les clients ;
- La note de revue (Senior, senior manager, partner) ;
- Les questionnaires de bouclage ;
- Les points à suivre en N+1 ;
- Les rapports (rapport général et rapport spécial) ;
- Autres.

D'une manière générale, ces dossiers sont effectués remplis par le responsable de mission (Senior) manuellement ou sous forme de fichier électronique.

1.5. Le dossier de contrôle

Le dossier de contrôle contient les états financiers de l'exercice en cours avec la balance de l'année en cours et la balance de l'année précédente. Les états financiers (notamment le Bilan et le compte de résultat) sont indexés suivant chaque cycle d'exploitation. Chaque cycle d'exploitation est présenté dans le dossier de contrôle avec toutes les analyses y afférentes (mémoire de section, pièces probantes, les sondages, grand livre de comptes si nécessaire, ...).

La difficulté réside surtout au niveau de l'évaluation des risques. En effet, les questionnaires d'identification des risques sont remplis manuellement par l'auditeur. Vient ensuite la compilation de la réponse à ses questions afin d'évaluer le degré d'importance des risques (faible, moyen, élevé). De plus, les dossiers de travail et les éclatements sont effectués manuellement par rapport aux états financiers de l'entreprise. On constate que cela prend beaucoup de temps à l'auditeur, même si par rapport à l'approche d'audit classique cela paraît plus efficace.

Avec un logiciel d'audit, ses divers dossiers seront numérisés mais peuvent être imprimés. Cela représente un gain de temps pour la société et une parfaite maîtrise des tenus de dossier. Présentons dans un deuxième point un logiciel d'audit pour le Cabinet Fivoarana.

2. Présentation du logiciel Audit Soft

Le logiciel Audit soft est un logiciel d'audit fournit par « Edition Francis Lefebvre » (France). C'est un logiciel qui peut être paramétrer selon le besoin du cabinet et qui répond à la recherche de l'efficacité du cabinet et permet une meilleure gestion ou optimisations des temps et du résultat d'audit. Le coût de ce logiciel avoisine les 300 Euros.

Le logiciel sera présenté suivant deux principaux volets. Le premier étant la présentation du logiciel suivant le plan méthodologique dans audit soft le second volet concerne la mise en œuvre de la mission, sur ce dernier.

2.1. Plan méthodologique de la mission dans Audit soft

Dans le logiciel Audit soft, une mission d'audit suit un classement par chronologie (ou plan méthodologique) qui comprend les menus ci-après.

- Initiation et administration de la mission ;
- Acquisition des connaissances générales ;
- Revue des données financières ;
- Approche des risques ;
- Planification stratégique ;
- Travaux par cycle ;
- Vérifications légales annuelles ;
- Finalisation et rapport sur les comptes annuels.

Pour plus de détail, voyons un à un le contenu de ces menus.

2.1.1. Initiation et administration de la mission

La définition du contexte de la mission, la fiche signalétique de la société et du mandat, l'acceptation du maintien de la mission ainsi que le courrier d'acceptation du mandat sont contenus dans cette rubrique. En effet, il s'agit des documents relatifs à l'initialisation d'une mission d'audit.

2.1.2. Acquisition des connaissances générales

Cette rubrique comprend les connaissances de l'entité sur ces aspects généraux, sur ses activités et son organisation et sur ses aspects juridiques et fiscaux. L'acquisition de ces connaissances se fait à partir des questionnaires.

2.1.3. Revue des données financières

Il s'agit des divers documents (états financiers et annexes) provenant de l'entité ainsi que les états de synthèses établies en fonction d'Audit soft. En effet, elle comprend essentiellement les sous rubriques ci-après :

- Examen des comptes pris dans leur ensemble
- Comptes annuels établis par la l'entité ;
- Rapport annuel servant de document de référence ;
- Détail des comptes établis par l'entité ;
- Balance générale auditée établis par la société ;
- Questionnaire préparatoire aux états de synthèse ;
- Les diverses états de synthèse établie par la société ;
- Balance général auditée Audit soft ;
- Etat de synthèse IFRS et autres référentiel.

2.1.4. Approche des risques

Le menu « approche par les risques » dans Audit soft se compose de plusieurs éléments, à savoir :

- Point à suivre d'un exercice sur l'autre ;
- Contrôle du bilan d'ouverture du premier exercice ;
- Revue analytique préliminaire/ entretiens clients ;
- Prise de connaissance du risque de fraudes ;
- Continuité d'exploitation ;
- Evaluation des risques inhérents ;
- Evaluation des risques liés au contrôle interne ;
- Evaluation globale des risques ;
- Evaluation des risques détaillée par assertions ;
- Détermination du seuil de signification.

Comme nous le voyons, il s'agit des diverses étapes menées lors de l'étude de cas dans la deuxième partie de ce présent ouvrage. En effet, Adit soft a été paramétré suivant l'approche d'audit par les risques. L'évaluation des risques dans ce menu se présente sous forme de questionnaire.

2.1.5. Planification stratégique

Cette rubrique ressemble au dossier management tenu lors d'une mission d'audit. Elle comprend essentiellement :

- Définition du contenu de la mission ;
- Détermination du budget ;
- Répartition du budget et heures ;
- Utilisation des travaux de l'audit interne, des travaux d'un expert, des travaux d'un expert comptable ;
- Lettre de mission ;
- Plan de mission ou mémorandum d'approche.

2.1.6. Travaux par cycle

Il s'agit des feuilles maîtresses relatives à tous les cycles d'exploitations existant au sein de l'entreprise. Ce sont : Ventes, Stock, Immobilisation Corporelles, Trésorerie, Immobilisation financières, Achat, Personnel, Emprunt et dettes financières, Fonds propres, provision pour risque et charges, Impôts et taxes, Autres actifs, Autres passifs, Autres produits et charges. A noter qu'il est possible d'ajouter ou de modifier les cycles.

Chaque cycle comprend :

- Une conclusion ;
- La connaissance des opérations et procédures ;
- Les aspects juridiques et comptables ;
- Les données financières ;
- Les programmations/contrôles ;
- La confirmation directe.

2.1.7. Vérification légale et annuelle

Le menu « Vérification légal et annuel » comprend des dossiers tels que la convocation et PV du Conseil d'administration, et des assemblées, les contrôles des conventions, du rapport de gestion, rapport sur le rapport de contrôle interne ainsi que les contrôles des documents prévisionnels.

2.1.8. Finalisation et rapport sur les comptes annuels

Cette rubrique comprend essentiellement :

- Engagement hors bilan ;
- Contrôle de l'annexe ;
- Tableau des ajustements et reclassements ;
- Notes de synthèse ;
- Contrôles des événements post clôture ;
- Questionnaire de fin de mission, de revue d'indépendance ;
- Suivi des temps ;
- Honoraires.

2.2. Mise en œuvre de la mission dans Audit soft

Les supports proposés dans Audit Soft sont liés de façon à ce qu'une information ne soit pas saisie qu'une seule fois dans le dossier dans un souci de gain de productivité.

La mise en œuvre de la mission selon Audit Soft comprend essentiellement :

- La mise en œuvre des questionnaires déclenchants ;
- Les fiches signalétiques ;
- Les traitements des données comptables.

2.2.1. Mise en œuvre des questionnaires déclenchant

Le principe est que les critères déclenchant sont pris en compte ou non en fonction des réponses apportées aux questionnaires. Chaque question correspond à un ou plusieurs mots déclenchant. Lorsqu'un mot déclenchant est validé, l'objet auquel il s'applique est activé pour la mission et apparaît dans le dossier. Le questionnaire des mots déclenchant permet ainsi de mettre en place un filtre qui élimine de la mission toutes les rubriques inutiles. Il est activé dès le démarrage de la mission et

doit être tenu à jour tout au long de la mise en œuvre de la mission. Il faut toujours répondre à toutes les questions par la positive ou la négative.

Il existe 3 questionnaires déclenchant distincts dans la mission :

- un questionnaire relatif à l’initiation et administration de la mission ;
- un questionnaire permettant de définir l’environnement de contrôle de la société en explicitant les obligations juridiques, fiscales et sociales auxquelles l’entité auditée est soumise ;
- un questionnaire relatif aux modalités d’intervention. Il permet de définir les phases et diligences particulières retenues par l’auditeur et d’indiquer si des missions ou interventions définies par la loi ou par convention sont à réaliser.

2.2.2. Fiches signalétiques

Les fiches signalétiques recensent toutes les informations utiles liées à la société, au mandat, ou d’ordre social, juridique, fiscal ou informatique. Toutes ces informations doivent être saisies dans les fiches, sinon, les zones correspondantes ne seront pas remplies dans le dossier.

La fiche signalétique de la société ainsi que celle relative au mandat sont à compléter. Les renseignements sollicités dans ces fiches diffèrent selon les réponses apportées dans le questionnaire de définition du contexte de la mission.

Il existe deux types de fiche signalétique dans le logiciel Audit soft à savoir :

- la fiche signalétique de la mission et
- la fiche signalétique du mandat.

2.2.3. Traitement des données comptables

Le traitement des données comptables vont permettre de reconstituer des états de synthèse à partir d’Audit soft, de les rapprocher avec ceux produits par l’entité auditée, de constater les écritures résultant des travaux d’audit (ajustements, reclassements), d’en mesurer le caractère significatif au travers du tableau d’impact et de justifier l’opinion émise.

Les étapes nécessaires à la reconstitution des états de synthèse ne se limitent pas au calcul et à l'édition de ces états, elles comprennent aussi :

- la récupération de la balance, fonction essentielle située en amont de cette reconstitution ;
- le traitement des écarts sur états de synthèse ;
- le lancement des séries de calcul ;
- l'utilisation du Bureau Numérique ;
- la comptabilisation d'écritures.

Afin de mieux comprendre le fonctionnement de l'Audit soft, ci-après les étapes essentielles aux traitements des données comptables.

a) Récupération de la balance

La première année, l'utilisateur doit récupérer non seulement la balance de l'année N mais également celle de l'année N-1. Pour les exercices suivants, les données de l'exercice précédent se reporteront automatiquement et seule la récupération de N sera nécessaire. La balance est incorporée dans l'arborescence du dossier du logiciel sous forme Excel. Audit soft peut récupérer les balances générales jusqu'à N-5 et gérer les situations intermédiaires ainsi que les balances provisoires automatiquement. Il est à noter que la balance incorporée dans le logiciel doit être triée par ordre croissant des numéros de comptes.

b) Lancement des séries de calcul

Le lancement des séries de calcul permet de générer automatiquement les états de synthèse de la société auditée à partir d'Audit soft. Autrement dit, l'élaboration des états financiers de la société. Par conséquent, il permet d'établir automatiquement :

- les feuilles maîtresses sur deux, trois ou cinq périodes ;
- les détails de comptes sur deux, trois ou cinq périodes ;
- les comparaisons sur deux périodes ;
- les feuilles maîtresses, le détail de comptes et les états de synthèse.

c) Utilisation du bureau numérique

La nouveauté dans Audit soft est l'existence d'un « Bureau Numérique » qui est un outil permettant d'organiser les données chiffrées du dossier pour les adapter en fonction des besoins de la mission. C'est un logiciel à part entière. La fermeture du Bureau Numérique supprime les données préparées. Il peut être comparé à un atelier de préparation des données chiffrées.

Il sert à :

- générer les feuilles maîtresses pour chaque cycle à partir de la balance générale récupérée ;
- générer les détails de comptes qui permettent de s'assurer que tous les comptes ont été audités dans les différents cycles (sans doublon ni oubli) ;
- paramétrer et générer les états financiers à partir de la balance générale afin de les comparer aux états financiers transmis par le client audité ;
- effectuer des tris sur les données chiffrées (balance générale, détails de comptes, feuilles maîtresses).

Dans les cas les plus simples, lorsqu'il n'existe aucun écart entre les états financiers Audit soft et ceux du client, les feuilles maîtresses et états financiers sont obtenus de manière habituelle par la mise en œuvre des étapes précédentes de ce manuel, sans utiliser le Bureau Numérique.

Pour compléter la présentation du logiciel Audit soft, la présentation du plan de classement général selon ce logiciel est nécessaire.

Au cours de sa mission, l'auditeur collecte divers documents servant de preuve des travaux (pièces justificatives, contrat, article de presse, ...). Ces documents peuvent être classés dans le logiciel Audit soft sous forme de document numérique. Il s'agit d'abord de numériser (scanner) les documents pour pouvoir ensuite l'incorporer dans le dossier.

Audit soft permet aussi de travailler en groupe (en réseau) étant donné que chaque individu ayant accès à ce logiciel a son propre profil dans le logiciel.

L'utilisation d'un outil informatique permet de s'assurer de l'homogénéité du traitement des missions et permet de s'assurer de la cohérence de nos démarches avec les normes professionnelles et la démarche d'audit chez Mazars. L'Audit Soft permet aussi de répondre aux trois objectifs. A savoir la maîtrise des risques opérationnels, la garantie de conformité des travaux avec les normes et référentiels qualités de Mazars. Et enfin, il permet un gain d'efficacité et de productivité (Jours homme réduit).

D'une manière générale, telles sont les opinions que nous pouvons émettre sur la recherche que nous avons effectuée au cours de notre stage effectué au sein du Cabinet Mazars Fivoarana.

Finalement, nous allons procéder à la conclusion du présent mémoire.

CONCLUSION

La première partie de cet ouvrage nous a permis de savoir l'identité et l'activité des deux sociétés objet de notre étude. Il s'agit du cabinet Mazars Fivoarana et de la société Gamma. L'un étant le Commissaire aux comptes de l'autre. Cette partie nous a par la suite décrite la généralité sur l'audit financier afin de nous familiariser sur le sujet. Nous avons vu la partie théorique sur l'approche classique de l'audit et sur l'approche par les risques.

Par la suite, la mise en œuvre de l'audit financier suivant l'approche par les risques est effectuée à travers la société Gamma. Au cours de cette partie, nous avons identifiés, puis évalué les risques d'audit au niveau de la société Gamma, d'abord en termes de risque inhérent, puis en termes de risque lié au contrôle et enfin, en termes de risque global encouru par la société. Par la suite, nous avons élaboré un programme de travail par cycle d'audit. En appliquant ces programmes de travail, nous avons mis en exergue les résultats des travaux d'audit sur la société Gamma suivant l'approche par les risques.

Celles-ci nous amène à proposer des solutions aux problèmes rencontrés au cours de la mission, et pour la société Gamma, et pour le Cabinet Mazars Fivoarana dans la troisième partie. Les solutions proposées concernent l'amélioration du système comptable et de contrôle interne de la société Gamma compte tenu des risques identifiés au cours de la mission de commissariat aux comptes mené par le cabinet.

Pour le Cabinet Mazars Fivoarana, il s'agit de l'amélioration de la méthode de travail en lui proposant l'utilisation d'un logiciel d'audit qui n'est autre que « Audit soft ». L'utilisation de ce logiciel permet au Cabinet de réduire son Jour homme dans le but de maîtriser ses coûts. Il permet aussi de mener un audit suivant l'approche par les risques plus efficaces et efficientes

L'efficacité est la capacité d'obtenir un résultat donné, tandis que l'efficience c'est la capacité à obtenir un résultat à moindre coût. Mener un audit par selon l'approche par les risques se ramène donc à mener un audit efficace. Mais mener un audit selon l'approche par les risques associé avec l'utilisation d'un logiciel d'audit se ramène à mener un audit efficient.

Si l'entreprise à auditer est de petite taille, l'approche par les risques devient inutile, trop coûteuse en termes d'heures de travail, par rapport aux écritures comptables, transactions et procédures de contrôle interne à vérifier. Par contre, si l'entreprise est d'une taille importante, l'approche par les risques devient efficace, puisqu'elle vise mieux les zones de risques dans l'audit d'une entreprise et permet ainsi l'économie de coûts initialement inutiles.

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

1. CASIMIR, JP., CASPAR, B. ; Comptabilité générale de l'entreprise, LITEC, Paris 1996, 525 pages.
2. FRANCIS, L., Manuel d'utilisation Audit soft, EFL, Nancy (France), 2008, 71 pages.
3. FREDERICH, M ; Comptabilité et audit ; Sup' FOUCHER, Paris, 2008, 191 pages.
4. Ordre des Experts Comptables et Financiers de Madagascar ; Guide annoté du Plan Comptable Général 2005 ; Jurid'ika, 2005, 163 pages.
5. PIGE, B. ; Gouvernance, Contrôle et Audit des Organisations ; ECONOMICA, Paris, 2008, 237 pages.
6. ROBERT, B., JEAN, S. ; Contrôle interne et vérification ; Edition Performance Inc., QUEBEC, 1984, 133 pages.
7. VIDAL, D., COZIAN, M ; Audit et révision légale ; LITEC, Normandie, Troisième édition 2000, 267 pages.

WEBIOGRAPHIE

1. [www. Wikipédia.org](http://www.Wikipédia.org)
2. www.létudiant .org
3. www.comptaonline.fr
4. www.webridge.fr
5. www.afyneo.com
6. www.efl.com

AUTRES

1. Support de cours de formation MAZARS, Novembre 2008

TABLES DES MATIERES

Page

REMERCIEMENTS

LISTE DES ABREVIATIONS

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES FIGURES

INTRODUCTION 1

PREMIERE PARTIE : CONSIDERATION GENERALE..... 3

CHAPITRE I : CONTEXTE DE TRAVAIL 4

1. Présentation du cabinet Mazars Fivoarana et de la société Gamma 4
 - 1.1. Présentation du cabinet Mazars Fivoarana 4
 - 1.2. Présentation de la société Gamma 9
2. Généralité sur l’audit financier 12
 - 2.1. Définition de l’audit financier..... 12
 - 2.2. Audit légal ou commissariat aux comptes 13
 - 2.3. Différents types d’opinion d’audit (ISA 701)..... 16
3. Approche classique de l’audit financier..... 17
 - 3.1. Prise de connaissance générale 17
 - 3.2. Analyse du système de contrôle interne 17
 - 3.3. Examen des comptes..... 21
 - 3.4. Finalisation de l’audit 23

CHAPITRE II : DEMARCHE D’AUDIT PAR LES RISQUES..... 24

1. Généralité sur les risques d’audit..... 24
 - 1.1. Définition du risque d’audit..... 24
 - 1.2. Etude détaillée de la typologie des risques d’audit..... 25
2. Processus d’audit par les risques 27
 - 2.1. Evaluation des risques 27
 - 2.2. Réponses aux risques 30
 - 2.3. Documentation et synthèse 32

DEUXIEME PARTIE : MISE EN ŒUVRE DE L’AUDIT FINANCIER POUR LA SOCIETE GAMMA 35

CHAPITRE I: REVUE PRELIMINAIRE 36

1. Analyse du risque d’audit	36
1.1. Evaluation du risque inhérent	37
1.2. Evaluation du risque lié au contrôle	45
2. Identification des systèmes et domaines significatifs	48
2.1. Seuil de signification	48
2.2. Systèmes et domaines significatifs	48
3. Elaboration du mémorandum d’approche.....	52
3.1. Contexte de la mission.....	52
3.2. Programme de travail et répartition des tâches	55

CHAPITRE II : REVUE FINALE ET ACHEVEMENT DE L’AUDIT 57

1. Examen des comptes.....	57
1.1. Immobilisations	57
1.2. Ventes/clients.....	59
1.3. Stocks.....	62
1.4. Trésorerie	64
1.5. Achats/Fournisseurs.....	65
1.6. Personnel.....	66
2. Achèvement de l’audit	67
2.1. Revue des papiers de travail et lettre d’affirmation	67
2.2. Examen des évènements post clôture	68
2.3. Point sur la continuité d’exploitation.....	68
2.4. Recommandations.....	68
2.5. Emission de l’opinion	69

TROISIEME PARTIE : PROPOSITION DE SOLUTION ET SUGGESTION ... 72

CHAPITRE I: PROPOSITION D'AMELIORATION DU SYSTEME

COMPTABLE ET DE CONTROLE INTERNE DE GAMMA..... 73

1. Proposition d'amélioration du système comptable 73
 - 1.1. Mise en place d'une Comptabilité Analytique 73
 - 1.2. Rapprochement systématique entre les données comptables et extra
comptables 74
2. Proposition de solution sur le système de contrôle interne de Gamma 78

CHAPITRE II : PROPOSITION DE L'UTILISATION D'UN LOGICIEL

D'AUDIT POUR LE CABINET 80

1. Documentation des travaux d'audit 80
 - 1.3. Le dossier permanent 81
 - 1.4. Le dossier management 81
 - 1.5. Le dossier de contrôle 82
2. Présentation du logiciel Audit Soft..... 83
 - 2.1. Plan méthodologique de la mission dans Audit soft..... 83
 - 2.2. Mise en œuvre de la mission dans Audit soft 86

CONCLUSION 91

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

TABLES DES MATIERES

ANNEXE 1

DOCUMENTS NECESSAIRES AUX TRAVAUX

La liste des documents nécessaires à la concrétisation de notre mission sans que cette liste soit exhaustive est énumérée ci-dessous :

• CYCLE	• DOCUMENTS UTILES
• GENERALITES	<ul style="list-style-type: none"> – Procès verbal des Assemblées Générales et Conseils d'Administration concernant l'exercice sous revue et ayant des liens directs avec les comptes de l'exercice 2008 – Autres événements significatifs durant l'année 2008 – Manuel de procédures comptables et administratives en vigueur – Organigramme en vigueur – Budget de l'exercice sous revue – Situation des affaires Litigieuses/Contentieuses au 30/06/09 – Notes de service émises courant 2008
• ETATS FINANCIERS	<ul style="list-style-type: none"> – Balance générale arrêtée au 31/12/08 – Bilan arrêté au 31/12/08 – Compte de résultat arrêté au 31/12/08 – Tableau de flux de trésorerie au 31/12/08 – Tableau de variation des capitaux propres au 31/12/08 – Annexe aux états financiers arrêtés au 31/12/08
• IMMOBILISATIONS	<ul style="list-style-type: none"> – Dernier PV d'inventaire – Tableau récapitulatif des inventaires – Liste de nouvelles acquisitions d'immobilisations de 2008 – Liste des immobilisations cédées courant 2008 – Tableau de mouvements des immobilisations et des amortissements
• STOCKS	<ul style="list-style-type: none"> – Dernier PV d'inventaire – Tableau récapitulatif des inventaires – Tableau de valorisation de stocks
• ACHATS/FOURNISSEURS	<ul style="list-style-type: none"> – Justificatifs de solde : – fournisseurs de biens & services locaux – fournisseurs de biens & services étrangers

	<ul style="list-style-type: none"> – fournisseurs d’immobilisation locaux – Contrat et convention en vigueur passés avec les tiers – Justificatif des charges reccurentes –
• PERSONNEL	<ul style="list-style-type: none"> – Justificatif de solde: personnel créditeur, avances au personnel, CNAPS, OSTIE,... – Etat de l’évolution de l’effectif durant l’exercice 2008 (mouvement : embauche, démission, affectation, promotion)
• TRESORERIE	<ul style="list-style-type: none"> – Confirmations de solde et relevés bancaires au 31/12/08 – Etat de rapprochement bancaire de la fin de période – Etat de suivi des comptes en devises – PV d’arrêté de caisse de la fin de période
• VENTES/CREANCES	<ul style="list-style-type: none"> – Justificatif des soldes des créances clients au 31/12/08 – Statistiques des ventes
• AUTRES COMPTES	<ul style="list-style-type: none"> – Justificatifs de solde des comptes de régularisation actif et passif – Tous les documents se rapportant à la fiscalité (déclaration fiscale,...)

ANNEXE 2

**QUESTIONNAIRE DETAILLE D'EVALUATION DES RISQUES LIES AU
CONTROLE INTERNE**

QUESTION	REPONSE
ENVIRONNEMENT GENERAL DE CONTROLE INTERNE	
Les contrôles des exercices précédents ont-ils mis en lumière l'existence de nombreuses faiblesses de contrôle interne ?	OUI
Constate t-on une insuffisance du plan d'organisation pouvant se traduire notamment par l'absence d'organigramme et de manuel de procédure ?	OUI
A-t-on relevé certaines situations ou événements laissant supposer l'existence de fraudes conduisant à des anomalies significatives dans les comptes ?	NON
Y a-t-il un manuel de procédure ?	NON
Le personnel paraît-il compétent et intègre ?	OUI
Un ou plusieurs contrepouvoirs limitent-ils les pleins pouvoirs de la direction ?	NON
La direction est-t-elle consciente de la nécessité d'un contrôle interne performant ?	OUI
Chaque employé connaît-il exactement sa fonction ?	OUI
Dispose t-il d'une documentation suffisante ?	OUI
Le personnel prend-t-il régulièrement ses congés annuels ?	OUI
La société utilise t-elle les services d'un avocat en matière juridique et fiscale ?	NON
La comptabilité paraît-elle bien tenue ?	OUI
Est-t-elle à jours ?	OUI
Le personnel comptable a-t-il une formation appropriée ?	OUI
Y a-t-il des budgets ?	OUI
Y a-t-il une comparaison régulière entre les budgets et les réalisations ?	NON
Y a-t-il des situations intermédiaires ?	OUI
La société utilise t-elle les services d'un Expert Comptable ?	NON
SYSTEME DE TRAITEMENT ET D'INFORMATION	
Existe-t-il une cartographie des systèmes d'information ?	NON
La direction a-t-elle la maîtrise de la fonction informatique ?	NON
Les procédures de traitement informatique ont-elles posé par le passé des problèmes significatifs ?	NON
Les évaluations antérieures du contrôle interne de la fonction informatique ont-elles fait apparaître des faiblesses significatives ?	NON
Les logiciels utilisés pour le traitement de l'information comptable et financière manquent-ils a priori de fiabilité ?	OUI
CYCLE VENTES/CLIENTS	
Existe t-il des bon de commande clients internes ?	OUI
Sont-ils prénumérotés ?	OUI
Les factures numérotées sont-elles numérotées séquentiellement ?	OUI
Les commandes non livrées font-elles l'objet d'un suivi ?	NON
Ces commandes font-elles l'objet d'une valorisation régulière ?	NON
Un responsable compétent et clairement défini approuve-t-il l'ouverture des comptes clients ?	OUI
Un responsable compétent et clairement défini approuve-t-il les conditions	OUI

financières réservées à chaque client ?	
La facturation est-elle établie dans les meilleurs délais après l'expédition des marchandises ?	OUI
Y a-t-il un rapprochement entre les expéditions et la facturation ?	OUI
Y a-t-il correspondance entre la facturation et les montants imputés dans les comptes clients ?	OUI
Comptes clients et effets à recevoir sont-ils justifiés régulièrement. ?	OUI
Existe-t-il des justificatifs de soldes édités automatiquement ?	NON
Y a-t-il un suivi régulier de l'encours client, effets escomptés par un responsable compétent et clairement défini ?	NON
Y a-t-il un suivi régulier de la durée du crédit client global par un responsable compétent et clairement défini ?	OUI
Y a-t-il un suivi régulier de la valeur des retards de règlement par un responsable compétent et clairement défini ?	OUI
Y a-t-il un suivi régulier du montant des créances douteuses par un responsable compétent et clairement défini ?	OUI
Des relances sont-elles faites dans des délais satisfaisants ?	OUI
Le service commercial est-il informé des incidents de règlement ?	
Les éventuelles annulations de facturation sont-elles approuvées par un responsable clairement défini ?	OUI
Les règlements reçus sont-ils examinés par un responsable compétent et clairement défini avant leur transmission à la comptabilité client ?	OUI
CYCLE STOCKS	
La fonction de magasinier est-elle distincte des fonctions administratives ?	OUI
L'accès au stock est-il suffisamment réglementé ?	NON
La protection physique du stock est-elle suffisante ?	OUI
Les stocks sont-ils suffisamment assurés ?	OUI
Utilise-t-on des bons d'entrée en stock ?	OUI
Sont-ils prénumérotés ?	OUI
Les bons de sortie comportent-ils une signature autorisée ?	OUI
L'importance du stock fait-elle l'objet d'un suivi régulier en quantité ?	OUI
Existe-t-il des procédures d'inventaire physique satisfaisante ?	NON
Existe-t-il un inventaire permanent ?	OUI
Si l'inventaire permanent existe, permet-il un suivi quantitatif ?	NON
Si l'inventaire permanent existe, permet-il un suivi en valeur ?	NON
Si l'inventaire permanent existe, rapproche-t-on les résultats de l'inventaire physique avec l'inventaire permanent ?	NON
Les écarts sont-ils examinés ?	NON
Les prix unitaires retenus pour valoriser le stock peuvent-ils être facilement justifiés ?	OUI
L'identification des stocks à rotation lente ou insuffisante est-elle assurée ?	NON
L'importance du stock fait-elle l'objet d'un suivi régulier en valeur ?	NON
Existe-t-il un procédure pour déterminer les provisions pour dépréciation des stocks ?	NON
Des mesures existent-elles qui garantissent l'exactitude arithmétique du stock ?	NON
CYCLE IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	
Y a-t-il des études préalables à l'acquisition des immobilisations ?	OUI
Y a-t-il des budgets d'investissements réalisés ?	OUI
Y a-t-il un critère de distinction entre les immobilisations et les frais généraux ?	OUI

Y a-t-il une politique d'amortissement clairement définie ?	OUI
Les factures d'immobilisations font-elles l'objet d'un classement distinct ?	OUI
Existe-t-il un fichier des immobilisations ?	OUI
Ce fichier permet-il de faire le lien entre les montants en compte et les existants ?	NON
Fait-on régulièrement l'inventaire des immobilisations ?	OUI
Si oui, les résultats sont-ils rapprochés du fichier ?	NON
Y a-t-il un service de maintenance ?	OUI
Y a-t-il une procédure pour la cession ou la mise au rebut des immobilisations ?	NON
Cessions et rebuts sont-ils approuvés ?	NON
Les immobilisations sont-elles suffisamment assurées ?	OUI
La comptabilisation des immobilisations et des amortissements est-elle à jours ?	OUI
CYCLE TRESORERIE	
Un responsable compétent et clairement défini prend t-il régulièrement connaissance du courrier ?	OUI
Les règlements reçus sont-ils déposés dans les meilleurs délais à la banque ?	OUI
Les bordereaux de remise sont-ils suffisamment détaillés pour permettre l'identification des montants ?	OUI
Comporte t-ils la signature d'un responsable compétent et clairement défini ?	OUI
La signature d'un responsable compétent et clairement défini est-elle nécessaire sur les chèques émis ?	OUI
La signature d'un responsable compétent et clairement défini est-elle nécessaire sur les effets à payer ?	OUI
La signature d'un responsable compétent et clairement défini est-elle nécessaire sur les ordres de virements ?	OUI
La signature des pièces de règlement est-elle faite au vu des pièces justifiant la dépense ?	OUI
Est-il interdit de signer en blanc les chèques ?	OUI
Est-il interdit de signer en blanc les effets ?	OUI
Est-il interdit de signer en blanc les ordres de virements ?	OUI
Les chèques annulés sont-ils conservés à la souche ?	OUI
Existe-t-il des pièces de recette ?	OUI
Sont-elles prénumérotées ?	OUI
Existe-t-il des pièces de dépense ?	OUI
Sont-elles prénumérotées ?	OUI
Les espèces en caisse sont-elles maintenues à un niveau minimum ?	OUI
Utilise t-on le système de caisse à montant fixe ?	OUI
Y a-t-il un contrôle régulier des existants en caisse ?	OUI
Les états de rapprochement bancaire sont-ils établis régulièrement ?	OUI
Ces états sont-ils régulièrement apurés des montants anciens ?	OUI
Un responsable compétent et clairement défini vise t-il régulièrement les états de rapprochement ?	OUI
Un responsable compétent et clairement défini reçoit-il régulièrement l'analyse des mouvements de trésorerie par grande nature d'opérations ?	OUI
CYCLE ACHATS/FOURNISSEURS	
Les commandes font-elles l'objet d'une procédure d'autorisation ?	OUI
Les commandes en cours font-elles l'objet d'un suivi attentif ?	OUI
Les commandes en cours font-elles l'objet d'une valorisation régulière ?	NON
La livraison, fait-elle l'objet d'un contrôle quantitatif ?	OUI
La livraison, fait-elle l'objet d'un contrôle qualitatif ?	OUI

Ces contrôles sont-ils matérialisés ?	OUI
Lors de la réception des factures, est-il apposé un cachet ORIGINAL sur l'un des exemplaires reçus ?	OUI
Détruit-on les exemplaires excédentaires ?	NON
Les factures sont-elles rapprochées des bons de réception (ou de livraison) et des bons de commande, en qualité ?	OUI
Les factures sont-elles rapprochées des bons de réception (ou de livraison) et des bons de commande, en quantité ?	OUI
Les factures sont-elles rapprochées des bons de réception (ou de livraison) et des bons de commande, en prix ?	OUI
Les factures sont-elles rapprochées des bons de réception (ou de livraison) et des bons de commande, du point de vue des conditions financières ?	OUI
Les factures font-elles l'objet d'un contrôle arithmétique ?	OUI
Ces contrôles sont-ils matérialisés par une signature ?	OUI
Y a-t-il un suivi des avoirs ?	OUI
Les factures comportent-elles l'imputation comptable ?	OUI
Les factures comportent-elles un visa de saisie ?	OUI
Les factures comportent-elles les références du règlement ?	OUI
Les factures comportent-elles un visa de paiement ?	OUI
Y a-t-il un rapprochement entre les journaux d'achat et les montants imputés dans les comptes fournisseurs ?	OUI
La comptabilité fournisseur est-elle à jour ?	OUI
Le montant de l'en cours fournisseurs et la durée de crédit fournisseurs font-ils l'objet d'un suivi ?	NON
Les paiements se font-ils systématiquement à vu d'une pièce justificative ?	OUI
CYCLE PERSONNEL	
Y a-t-il une procédure d'embauche du personnel ?	OUI
Le temps de présence sont-ils correctement connus ?	OUI
Les paramètres retenus pour l'élaboration de paie font-ils l'objet d'un contrôle adéquat ?	OUI
Les modifications de paramètre font-elles l'objet d'une procédure d'autorisation et de contrôle satisfaisante ?	NON
Les éléments de paie et les charges sur salaires sont-ils correctement comptabilisés ?	OUI
La procédure de paiement inclut-elle le contrôle du montant payé à chaque salarié par une personne indépendante du suivi de la paie ?	OUI

ANNEXE 3

BILAN DE LA SOCIETE GAMMA AU 31/12/08

(En Ariary)

ACTIF	MONTANT BRUT	AMORT/PERTED EVALEUR	MONTANT NET	PASSIF	MONTANT
ACTIFS NON COURANTS				CAPITAUX PROPRES	
Immobilisations incorporelles	6 646 810.00	6 603 289.82	43 520.18	Capital	1 197 776 000.00
Immobilisations corporelles	21 832 090 966.76	6 807 186 720.31	15 024 904 246.45	Réserve	2 628 662.89
Terrains	2 548 425 818.60	0	2 548 425 818.60	Report à nouveau débiteur	-2 302 892 196.00
Constructions	13 627 279 409.99	4 182 237 905.25	9 445 041 504.74	Report à nouveau créditeur	1 566 151 524.82
Matériel et outillage	1 506 923 267.81	674 721 163.12	832 202 104.69	Résultat de l'exercice	-1 654 156 054.00
Matériel de transport	430 802 000.99	353 815 115.28	76 986 885.71	TOTAL CAPITAUX PROPRES	-1 190 492 062.29
Autres immobilisations corporelles	3 718 660 469.37	1 596 412 536.66	2 122 247 932.71	PASSIFS NON COURANTS	
Immobilisations en cours	85 917 742.43	0	85 917 742.43	Dettes financières	16 911 256 644.22
Immobilisations financières	3 294 901 802.00	0	3 294 901 802.00	TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	16 911 256 644.22
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	25 219 557 321.19	6 813 790 010.13	18 405 767 311.06		
ACTIFS COURANTS				PASSIFS COURANTS	
Stocks de marchandises	12 321 748 165.15	0	12 321 748 165.15	Fournisseurs et comptes rattachés	1 513 548 852.13
Créances et emplois assimilés	11 327 285 181.50	0	11 327 285 181.50	Provisions et produits constatés d'avance	144 530 647.41
Clients et autres débiteurs	4 176 688 707.50	880 799 020.00	3 295 889 687.50	Autres dettes	11 638 328 258.89
Autres créances et actifs assimilés	7 150 596 474.00	0	7 150 596 474.00	Découverts bancaires	14 904 076 497.89
Trésorerie	2 747 247 200.12	0	2 747 247 200.12	TOTAL DES PASSIFS COURANTS	28 200 484 256.32
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	37 723 565 728.27	880 799 020.00	36 842 766 708.27	TOTAL DES PASSIFS	43 921 248 838.25
TOTAL DES ACTIFS	51 615 837 867.96	7 694 589 030.13	43 921 248 837.83		

PROGRAMME DE TRAVAIL PAR CYCLE DE GAMMA S.A.**CYCLE STOCKS (3 J/H)****Risque:**

- Sous ou surévaluation des stocks ;
- Vol ;
- Incohérence entre quantité sur fiche de stock et quantité comptabilisé.

Travaux à faire :

- Demander les états d'inventaire physique des stocks au 31 décembre 2008 (récapitulatifs et PV) et faire le rapprochement avec la situation comptable ;
- S'assurer que les différences constatées (le cas échéant) entre l'inventaire permanent d'une part et l'inventaire physique d'autre part, ont été expliquées, portées à l'attention de la Direction, et ajustées dans les comptes du grand livre, dans l'inventaire permanent, et sur les fiches de stocks ;
- Vérifier les montants des stocks d'ouverture avec les comptes de l'exercice précédent ;
- Faire un test de vraisemblance de calcul des stocks finaux (Stocks initiaux + Achats - Consommation = Stocks finaux) ;
- S'assurer que les fiches de stocks sont tenues correctement et qu'elles reflètent bien les existants ;
- Vérifier par sondage le calcul du prix de revient des stocks ;
- Faire un inventaire sur certains articles et effectuer un roll back à la date d'intervention ;
- Vérifier l'application des procédures de stocks.

VENTES – CLIENTS (3 J/H)**Risques:**

- Exhaustivité des CA comptabilisés. Cut off respecté et bien évalué ;
- Incohérences données comptables et commerciales ;
- Non recouvrement des créances.

Travaux à faire :

<ul style="list-style-type: none"> – Effectuer une revue des procédures de vente. Analyse de l'existant et commentaire du manuel de procédures ; – Recenser les nouveaux contrats conclus en 2008 ; – Récupérer la balance auxiliaire et la comparer avec la balance générale; – Analyser l'évolution des créances (récupérer la balance âgée) ; – Vérifier par sondage l'exhaustivité de la facturation (Commercial) par rapport à la comptabilité ; – Vérifier les règlements en période subséquente des soldes des clients par rapport à l'apurement des soldes ; – Vérifier l'exhaustivité et l'exactitude du calcul des produits constatés d'avance (le bien-fondé de la période d'imputation, la contre-passation au début de la période,...) ; – Faire une revue analytique et une analyse budgétaire des produits ; – Vérifier par sondages les factures ; – Vérifier le bien fondé des soldes anormaux (créditeurs) des clients ; – Vérifier l'apurement des avances clients ; – Vérifier l'évaluation des créances en devises ; – Demander pourquoi les clients douteux ont été provisionnés à 100%.

CYCLE IMMOBILISATIONS (3J/H)

Risque:

- Immobilisations tenues dans la comptabilité ne reflétant pas la réalité due à l'impossibilité d'effectuer des rapprochements entre la situation des immobilisations réelles avec la situation théorique tenues auprès de la comptabilité et auprès du responsable logistique.

Travaux à faire :

- Faire le suivi des recommandations antérieures (CAC au 31 décembre 2007) ;
- Récupérer le tableau de mouvement des immobilisations (valeurs bruts et amortissements) et rapprocher le avec les soldes portés sur le Bilan au 31 décembre 2008;
- Obtenir et vérifier arithmétiquement le tableau d'amortissement extracomptable des immobilisations (valeurs brutes et amortissements) et s'assurer que leurs soldes correspondent aux totaux inscrits sur la balance générale au 31 décembre 2008 ;
- Obtenir la liste des acquisitions et des retraits au cours de la période sous revue (cessions, vol ;) et vérifier par sondage les pièces justificatives correspondantes aux principales acquisitions et cessions ;

<ul style="list-style-type: none"> – Vérifier si toutes les immobilisations sont toujours utilisées par GAMMA S.A. et nécessaire pour son exploitation – Vérifier l'existence de protection du patrimoine contre les vols et incendie et de la couverture des risques par les Compagnies d'assurance, à l'aide des interviews des responsables et analyse du manuel de procédures correspondant – Vérifier la raison d'être des immobilisations en cours et voire s'il y a des immobilisations à reclassées dans les immobilisations (corporelles,...) ;
CYCLE TRESORERIE (2 J/H)
Risque :
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Détournement de fonds dans la caisse
Travaux à faire :
<ul style="list-style-type: none"> – Faire le suivi des recommandations antérieures (CAC au 31 décembre 2008) ; – Vérifier les soldes d'ouvertures au 01 janvier 2008 par rapport au rapport CAC 2007 ; – Exploiter le résultat de la circularisation émanant des banques ; – Vérifier le respect du seuil des encaisses maximales et du seuil des espèces fixé par la Direction.
CAISSES
<ul style="list-style-type: none"> – Effectuer un roll back de caisse.
BANQUES
<ul style="list-style-type: none"> – Récupérer tous les états de rapprochements bancaires avec les copies du relevé bancaire au 31 décembre 2008 ; – Rapprocher les soldes portés dans les états de rapprochements avec les soldes comptables et les soldes sur les relevés bancaires au 31 décembre 2008 et faire expliquer les écarts éventuels ; – Analyser la consistance des éléments en rapprochement et vérifier leurs déboucement en période subséquente ; – Vérifier la réévaluation des banques soldes en devise au 31 décembre 2008 ;
ACHATS – FOURNISSEURS (2J/H)
Risque :
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exhaustivité des charges au 31 décembre 2008 (location des agences, eau et électricité,...) ;
Travaux à faire :
<ul style="list-style-type: none"> – Récupérer la balance auxiliaire et la comparer avec la balance générale ;

- Effectuer une revue des procédures d’achats. Analyser l’existant et faire des commentaires sur le manuel de procédures ;
- Demander et analyser le suivi extra comptable des charges récurrentes (Téléphones, loyers, JIRAMA, assurance,...), puis le comparer avec la comptabilité ;
- Vérifier l’exhaustivité et l’exactitude du calcul des charges constatées d’avance ainsi que le bien-fondé de la période d’imputation (Assurance,...) ;
- Faire une revue analytique et une analyse budgétaire des charges ;
- Effectuer le contrôle de l’exhaustivité de certaines charges (CUT OFF) notamment factures JIRAMA, loyers, téléphones, assurances, chats fournitures de bureaux... De même, il faut porter attention sur les factures arrivées après le 31 décembre 2008 mais concernant des services reçus au cours de la période sous revue ;
- Exploiter les résultats de la circularisation des fournisseurs et rapprocher les avec les soldes comptables et se faire expliquer les divergences constatées ;
- Vérifier les règlements en période subséquente des soldes fournisseurs ;
- Vérifier le bien fondé des avances versées aux fournisseurs et suivre de près leur apurement ;
- Etablir le tableau de comparaison des charges par rapport à la situation au 31 décembre 2008, expliquer et justifier les variations significatives ;
- Vérifier le bien fondé des soldes anormaux des fournisseurs.

CYCLE PAIE/PERSONNEL (2 J/H)

Risques :

- Exhaustivités des charges de personnel au 31 décembre 2008

Travaux à faire:

Faire le suivi des recommandations antérieures (CAC au 31 décembre 2007) ;

- Récupérer l'organigramme en vigueur au 31 décembre 2008 ;
- Vérifier l'exhaustivité des charges comptabilisées par rapport soldes sur les états de paie ;
- Récupérer auprès du responsable personnel le tableau de mouvement du personnel (départ, retraite, démission et embauche) et récupérer les notes de service relatives aux mouvements du personnel ;
- Prendre auprès du service des ressources humaines les notes sur les augmentations des salaires. Faire une projection des augmentations en prenant comme base les charges du

<p>personnel de l'exercice 2007 et comparer avec celles de la période sous revue (test de vraisemblance).En conclure</p> <ul style="list-style-type: none"> – Analyser les soldes anormaux du compte personnel (avances au personnel, ...) puis suivre de près les modalités de recouvrements adoptées (retenus sur salaire, remboursements au comptant,...) – Obtenir le détail des comptes de charges (revue analytique) concernés et expliquer les variations par rapport à l'exercice précédent puis s'assurer qu'aucune variation anormale ne pourrait remettre en cause les conclusions de l'analyse du contrôle interne – Vérifier les cotisations sociales déclarées et payées au titre de la période sous revue et rapprocher avec la situation comptable. – Vérifier la consistance du solde des comptes OSTIE et CNAPS – Vérifier l'annulation des provisions des congés non pris au 01 janvier 2008 ainsi que l'enregistrement des nouvelles provisions au 31 décembre 2008
--

(Source : Auteur)

POINTS D'AUDIT IDENTIFIES POUR GAMMA S.A AU 31 DECEMBRE 2008

COMMENTAIRES	RISQUES	RECOMMANDATIONS
GENERALITE <ul style="list-style-type: none"> Non mise en place d'une compatibilité analytique 	<ul style="list-style-type: none"> Non maîtrise des coûts 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place une comptabilité analytique
IMMOBILISATIONS <ul style="list-style-type: none"> Non réalisation de l'inventaire physique des immobilisations au cours de l'exercice 2008. Non inscription dans le tableau des immobilisations des codes des immobilisations 	<ul style="list-style-type: none"> Perte de patrimoine. Non fiabilité des comptes d'immobilisations. Mauvais suivi des immobilisations Difficulté de rapprochement entre les éléments physiques et le montant comptabilisé en immobilisation 	<ul style="list-style-type: none"> Effectuer un inventaire physique des immobilisations au moins une fois par an. Faire un rapprochement entre les résultats des travaux d'inventaire physique et les montants comptabilisés en immobilisation. Inscrire les codes des immobilisations sur le tableau des immobilisations
STOCKS <ul style="list-style-type: none"> Non émargement par les inventoristes des états d'inventaire de stocks lors de l'inventaire physique des stocks de fin d'exercice. Non établissement d'états comparatifs entre le résultat des travaux d'inventaire physique des stocks et la situation théorique 	<ul style="list-style-type: none"> Non fiabilité des états d'inventaire des stocks. Non fiabilité des comptes de stocks 	<ul style="list-style-type: none"> Etablir un procès-verbal à chaque inventaire physique des stocks et arrêter les fiches de stocks. Comparer les quantités inventoriées physiquement et les stocks théoriques Faire expliquer les écarts éventuellement constatés

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Valorisation des stocks de fin d'exercice suivant le dernier prix de revient des articles en stocks ou le prix établi sur devis ▪ Non établissement de bon d'entrée par le magasinier pour les mouvements d'entrée de stocks. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sous-évaluation ou surévaluation de stocks ▪ Non fiabilité des comptes de stocks ▪ Difficulté de suivi des mouvements de stocks 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Opter pour l'une des méthodes d'évaluation de stocks (CMUP, FIFO) prévues par le Plan Comptable Général 2005 ▪ Etablir systématiquement des bons d'entrée lors des approvisionnements de stocks 												
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inexistence de suivi des stocks de déchets d'aluminium 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficulté de suivi des mouvements des stocks 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place un système de suivi de déchets d'aluminium. 												
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence d'écart entre les quantités inscrites dans les fiches de stocks et celles inventoriées physiquement <table border="1" data-bbox="229 1016 687 1310"> <thead> <tr> <th>Référence</th><th>Qté du dernier mouvement</th><th>Qté à l'inventaire</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>6-84-766-020-0-0</td><td>203</td><td>193</td></tr> <tr> <td>6-84-758-016-0-0</td><td>62</td><td>3</td></tr> <tr> <td>6-84-770-041-1-0</td><td>3190</td><td>2951</td></tr> </tbody> </table>	Référence	Qté du dernier mouvement	Qté à l'inventaire	6-84-766-020-0-0	203	193	6-84-758-016-0-0	62	3	6-84-770-041-1-0	3190	2951	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non fiabilité du solde comptable 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faire un rapprochement systématique entre les quantités inscrites sur les fiches de stocks et les quantités inventoriées
Référence	Qté du dernier mouvement	Qté à l'inventaire												
6-84-766-020-0-0	203	193												
6-84-758-016-0-0	62	3												
6-84-770-041-1-0	3190	2951												
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non présence systématique du responsable des stocks lors des sorties d'articles en magasin 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vol ▪ Perte de stocks 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exiger la présence du responsable des stocks à chaque sortie d'article 												
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Utilisation du Tableur Excel pour le suivi des articles en stocks 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ erreur de calcul 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place un logiciel de suivi de stocks 												
TRESORERIE														
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inexistence de Procès-verbal d'arrêté de caisse au 31 décembre 2008. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non fiabilité du solde comptable 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Procéder à l'arrêtage physique des valeurs en caisse à la date de clôture des comptes. 												
VENTES/CLIENTS														
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non disponibilité du contrat de bail entre ENJANA et GAMMA. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficulté de suivi de loyer 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etablir un contrat de bail 												

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non disponibilité du contrat de location des enseignes lumineuses pour les clients suivants : BETA, ABC, FANANTENANA, MIRANA, RAFATRO ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficulté de suivi de loyer ▪ Litige avec les tiers 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formaliser par un contrat la mise en location des enseignes lumineuses
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non classement de certain bon de commande et/ou de bon de livraison avec les factures. <p><u>Exemple :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – Facture ALPHA du 12/12/08, n° 01085250 – Facture ZTPE du 04/06/08, n°5809 – Facture RAVAOMARIA du 20/08/08 n°6185 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Achat fictif ▪ Paiement fictif 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Archiver systématiquement les bons de commande et bon de livraison avec les factures
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non disponibilité du contrat de bail entre ENJANA et GAMMA. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficulté de suivi de loyer 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etablir un contrat de bail
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non disponibilité du contrat de location des enseignes lumineuses pour les clients suivants : BETA, ABC, FANANTENANA, MIRANA, RAFATRO ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficulté de suivi de loyer ▪ Litige avec les tiers 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formaliser par un contrat la mise en location des enseignes lumineuses

(Source : Auteur)